

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

**Numéro 295
du 16 au 29 octobre
1989**

HONGRIE Adieu PSOH

**RDA
Le mur se lézarde**

**GRECE
La fronde des
Jeunesses
communistes**

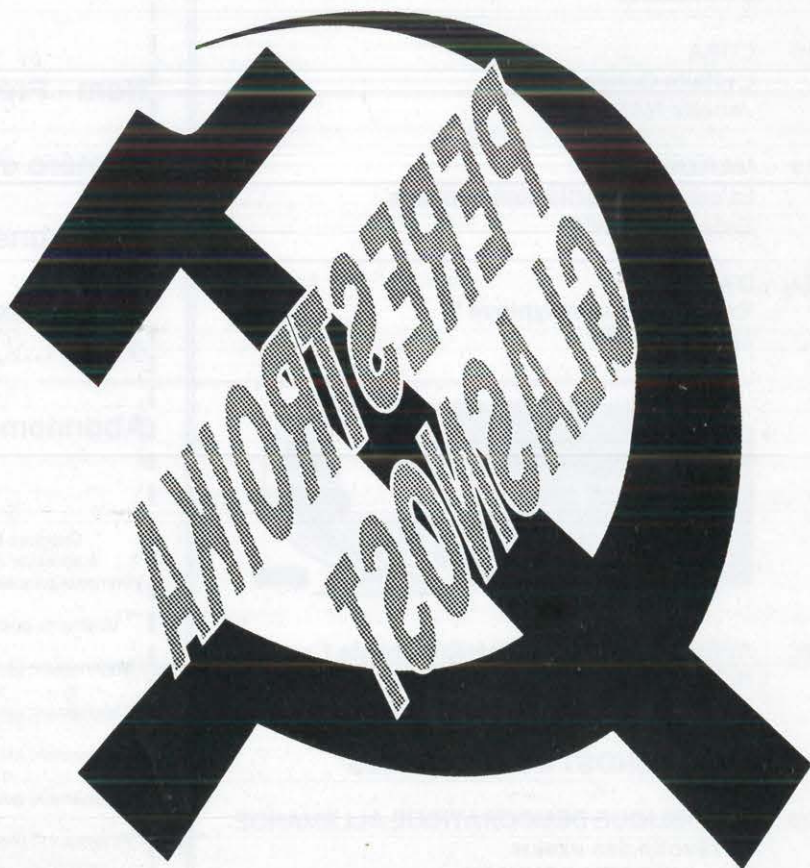


**CUBA
Les procès
de La Havane**

**TCHECOSLOVAQUIE
Leçons
d'immobilisme**

15 FF - 4 FS - 85 FB

DOSSIER La crise des partis communistes



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 295 Du 16 au 29 octobre 1989

DOSSIER :

La crise des partis communistes

- 3 HONGRIE
Du kadarisme au multipartisme
Robert NOIREL
- 5 TCHECOSLOVAQUIE
"Un syndicat des employés"
Entretien avec Petr UHL
- 7 GRECE
La fronde des jeunes communistes
N. CHAMPY
- 9 Crise de la KNE
DOCUMENT
- 10 CUBA
L'affaire Ochoa
Janette HABEL
- 15 MARXISME
La crise des partis communistes
Ernest MANDEL
- 24 ITALIE
Exception ou cas typique ?
Livio MAITAN

**EN
BREF...**



- 26 AFRIQUE DU SUD : Libérez Mandela ! ;
NICARAGUA : 100 000 francs pour le FSLN ;
LES NOTRES : Encarna Albarran
- 27 LA GLASNOST ET SES LIMITES
- 28 REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
La révolte des exclus
Hans JÜRGEN-SCHULTZ

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal

Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**



Du kadarisme au multipartisme

L'EVENEMENT survenu est de taille. Le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) s'est transformé en Parti socialiste hongrois (PSH). La décision a été acquise par le vote de 85 % des 1 274 délégués au Congrès extraordinaire qui s'est tenu du 6 au 9 octobre, à Budapest.

Au delà des symboles qui accompagnent cette transformation (la disparition de l'organe du Parti de la mention "Prolétaires de tous les pays unissez-vous" et les délégués entonnant l'hymne national hongrois, "Dieu bénisse les Hongrois"), cette décision marquera l'histoire et aura des répercussions sur l'évolution des autres pays de l'Europe de l'Est.

Robert NOIREL



ON NE PEUT comprendre ce qui se passe, aujourd'hui, en Hongrie sans un retour en arrière jusqu'au kadarisme (1) qui se caractérise par une manière très particulière de normaliser la société hongroise, sans l'étouffer complètement.

Ce qu'on appelle le kadarisme ne doit pas être compris comme une politique néo-stalinienne cohérente, mais plutôt comme une pratique, celle du régime qui succéda à la sanglante répression de 1956-1958, et qui mit fin aux espoirs de la Révolution des conseils ouvriers (2). La répression assurée par les chars soviétiques dans les rues de Budapest s'est poursuivie, bien après 1956, par des arrestations massives (plus de 20 000) et des exécutions, dont celle d'Imre Nagy, en 1958. Janos Kadar, secrétaire général du Parti avait été mêlé à tout cela : il fut même, début novembre 1956, l'auteur de l'appel aux Soviétiques pour qu'ils interviennent directement.

Mais l'équipe dirigeante qu'il anime évolua progressivement vers une attitude plus ouverte à partir du Congrès du PSOH de 1959. Elle va, dans les années 60, rechercher un compromis entre les aspirations de la population et les nécessités de ses liens avec la direction soviétique. Sa marge de manœuvre s'élargit par le double effet de la répression des conseils ouvriers, d'un côté, et de l'autre, la mise à l'écart de l'aile la plus conservatrice du régime stalinien. Ce compromis, qui semble approuvé par Khrouchtchev (au pouvoir jusqu'en 1964) passe par l'amnistie (lois de 1960, puis de 1963), l'amélioration des relations avec l'Eglise catholique (1964) et la réforme économique (1966).

Durant cette période, les conces-

sions du régime peuvent se résumer de la manière suivante : limitation de l'encadrement de la population, laissant assez libre la sphère de la vie privée ; accent mis sur les possibilités de consommation (surtout dans les années 70), manifestant un net contraste avec les autres pays de l'Est ; respect d'une propriété privée limitée dans l'agriculture, mais surtout, transformation du fonctionnement des kolkhozes (responsabilité accrue dans la définition des plans de production) ; ouverture sur l'Europe capitaliste, notamment dans l'assouplissement du régime des visas ; relative liberté de création pour les intellectuels, même dans des domaines "risqués" comme la sociologie ou l'histoire.

Le tribut payé à 1956

Le kadarisme fut donc une volonté d'éviter au maximum les conflits avec les aspirations populaires, de réduire la répression, tout en conservant le contrôle du Parti (unique en droit depuis 1956, en fait depuis 1948) sur la société, un parti fermement tenu en main par sa direction. Reconstitué après l'effondrement de 1956 (190 000 membres, en février 1957, contre 900 000, en octobre 1956), il retrouve à peu près 600 000 adhérents ; au début des années 70 et, sans doute, plus de 800 000, dans les années 80.

Les années 80 vont marquer, par étapes, la fin de cette situation où le pouvoir, en échange de certaines concessions, est à peu près assuré de sa tranquillité face aux travailleurs ayant durement subi le choc de l'échec de 1956. L'ombre du "grand frère" soviétique pesant évidemment lourd dans la balance.

Pourquoi alors cette évolution qui devait conduire à l'effondrement du "système Kadar" ? Les changements, survenus en URSS, depuis l'arrivée au

pouvoir de Gorbatchev, ont pesé, sans nul doute, sur son évolution. Les envoyés spéciaux de journaux hongrois à Moscou ont transmis les idées des organes de presse soviétiques les plus favorables à la perestroïka et à la glasnost. Les réformateurs du Parti s'en sont inspirés. Dans la population, la crainte du "gendarme" soviétique, de son éventuelle intervention pour empêcher des réformes profondes, a diminué considérablement.

"Changement de cap et réforme"

Mais, surtout, il faut souligner les transformations internes à la Hongrie. Les nouvelles générations ne se contentent plus des concessions limitées des années 60-70. Par ailleurs, la situation économique s'est détériorée dans les années 80, affaiblissant encore plus le pouvoir. Une des premières manifestations de la crise de la société hongroise fut l'élaboration, dès 1986, puis la publication, l'année suivante, d'un travail de 68 experts, discuté au Comité central. Intitulé "Changement de cap et réforme", il critiquait les erreurs du gouvernement dans la politique économique et proposait... sa démission. Assez inhabituel dans un pays de l'Est, sauf dans les textes circulant en "samizdat" !

Les auteurs de ce rapport avaient pu compter sur le soutien d'Imre Poszgay, dirigeant du PSOH, président du Front patriotique du peuple, organisation de masse traditionnellement subordonnée au parti communiste. Celui-ci allait en faire un instrument de sa volonté de faire évoluer la société hongroise. Il avait senti que le *statu quo* de la période précédente n'était plus possible.

Les premiers mois de l'année 1988 voient une accélération du processus en cours, avec la préparation de la Conférence du Parti pour le mois de mai. L'équipe dirigeante, incapable de comprendre ce qui se passe, fait comme si de rien n'était : Janos Kadar multiplie les discours lénifiants.

Pendant ce temps, des organisations nouvelles se créent, en marge des institutions officielles : le Forum démocratique hongrois ou l'Union démocratique des travailleurs scientifiques, par exemple. Les réformateurs du Parti s'expriment publiquement. Ils entament le processus de création du Front de mars, avec des personnalités non communistes. Dans le pays, se font jour des signes de fermentation : le 15 mars, des milliers d'habitants de Budapest manifestent pour le 40e anniversaire du soulèvement de 1948 contre la domination autrichienne. Cette démonstration a lieu sans autorisation aucune.

C'est dans ce contexte que se déroule la Conférence du PSOH, en mai 1988. Elle marque un tournant décisif

1) Du nom de Janos Kadar, secrétaire général du parti, de 1956 à 1988.

2) Voir l'interview de Pal Demeny, dans *Inprecor* numéro 294 du 2 au 15 octobre 1989.

dans l'histoire du Parti : la plupart des membres du Bureau politique sont éliminés. En premier lieu, Janos Kadar, "promu" au titre honorifique de président du parti, voie de garage pour celui qui dirigeait le pays depuis plus de trente ans. Une nouvelle équipe prend la direction : ses membres sont, à des degrés très divers, des réformateurs. Le plus engagé dans cette voie est Imre Poszgay qui a des liens avec les oppositionnels du Forum démocratique. Il jouit, par ailleurs, d'un réel prestige dans l'opinion.

Funérailles officielles

Depuis mai 1988, rien n'est plus comme avant. Le PSOH contrôle toujours les trois quarts de l'Assemblée nationale et reste dominant dans le pays. Mais, d'autres courants sont tolérés et des dirigeants réformateurs du PC admettent publiquement l'idée du multipartisme. En septembre 1988, le Comité central accepte de discuter avec divers groupes, dont le Forum démocratique.

La fin de l'année et les premiers mois de 1989 voient surgir une extraordinaire floraison de mouvements politiques nouveaux, et même la renaissance des partis d'avant 1948 (Parti social-démocrate, Parti des petits propriétaires). Dans le PSOH, on voit également naître des courants de gauche critiques. Cela ne va pas sans réactions au sein du Parti communiste, où les kádáristes se regroupent dans des associations comme la Société Ferenc Munnich. Fondée en novembre 1988, celle-ci regroupe les éléments de la "vieille garde" du Parti, ainsi que des retraités de l'armée ou de la police, opposés à la libéralisation en cours.

Février 1989 marque un nouveau tournant. Le Comité central du PSOH accepte officiellement la perspective du multipartisme. En mars, les groupes oppositionnels se coordonnent au sein de la Table ronde de l'opposition. Des discussions sont menées, avec le Parti communiste, pour définir un mode de transition vers la démocratie. Le 15 mars, à Budapest, une manifestation géante, non officielle, mais cette fois tolérée, est organisée par l'opposition pour l'anniversaire de 1948. Le 16 juin, nouveau symbole : les funérailles officielles d'Imre Nagy, enfin réhabilité, ont lieu. La cérémonie est retransmise par la télévision, mais cela n'empêche pas 100 à 200 000 personnes d'y assister.

En cet automne 1989, tandis que la situation dans les autres pays de l'Est connaît une évolution accélérée, le Parti s'interroge, à la veille de son Congrès extraordinaire. Bien qu'affaibli (15 à 20 % de pertes en deux ans), le PSOH conserve 750 000 adhérents (17 % de la population du pays). Il est plus divisé que jamais entre ses divers courants, allant des réformistes les plus audacieux aux conservateurs kádáristes.

À l'intérieur du PSOH, les débats portent sur le degré admissible de libéralisation de l'économie, mais aussi sur les rapports avec les autres courants politi-



ques existants. Cette dernière question devient de plus en plus urgente. En effet, l'an prochain (au printemps ou en été), des élections libres (les premières à l'Est) doivent avoir lieu. S'il est minoritaire, le PSOH acceptera-t-il de céder ou de partager le pouvoir ?

Ce n'est plus une hypothèse d'école. Un sondage réalisé par l'Institut de recherche sur l'opinion publique hongroise, en mars-avril dernier, le montre bien. Il donne 50 % des voix au PSOH dans les campagnes, en cas d'élection, mais le score tomberait à 24 %, à Budapest ! Comme la capitale représente plus de 20 % de la population de la Hongrie, et qu'elle anticipe probablement sur l'évolution dans le reste du pays (où les groupes oppositionnels ne sont pas encore aussi connus), il y a là de quoi inquiéter la direction du parti. D'autant plus qu'à la veille du Congrès, un nouveau sondage ne lui donne plus que... 9 % sur tout le pays, contre 52 % au Forum démocratique. Même si ces derniers chiffres doivent être pris avec précaution, ils sont impressionnants.

Un congrès historique

Cet été, les diverses élections partielles ont été remportées par les candidats du Forum démocratique. Cela a alimenté les débats du PC hongrois : faut-il accepter une coalition avec une partie de l'opposition ? C'est ce que prône Poszgay qui, avec 34 % des intentions de vote, est le principal candidat de l'élection présidentielle, prévue pour le 25 novembre prochain.

C'est dans cette ambiance chaotique que s'est déroulé le dernier Congrès du PSOH. Sept plate-formes étaient présentées au vote des délégués, peu habitués à un tel choix. On peut les regrouper en trois grands courants, avec des nuances en leur sein.

En pointe, ceux qu'on appelle maintenant les "socialistes réformateurs", avec Imre Poszgay pour chef de file. Apôtres de la démocratisation, mais aussi d'une claire référence à la social-

démocratie, ils sont de chauds partisans du développement de l'économie de marché. En politique extérieure, ils prônent une "finlandisation", qui placerait leur pays en dehors du Pacte de Varsovie, tout en reconnaissant l'existence de rapports privilégiés avec l'URSS et "l'influence" de celle-ci. Malgré leurs poids dans le Parti, ces réformateurs ont eu besoin d'une alliance pour le diriger.

Cet accord s'est réalisé avec un courant qui se réfère à l'héritage communiste, la Plateforme démocratique populaire. Rezső Nyers, le président du nouveau parti (il était déjà président du PSOH), a œuvré à ce rapprochement.

Enfin, les "traditionalistes" : Berecz et Grosz (éphémère successeur de Kadar, à la tête du Parti communiste, en mai 1988) en sont les figures de proue. Avec, là aussi, des nuances entre ceux qui veulent revenir à l'ancien système, et ceux qui pensent que les réformes sont allées trop vite et trop loin. Il y a, probablement là, la base d'un Parti communiste (ex-PSOH) maintenu, et donc d'une scission, sans doute, assez nettement minoritaire. Mais, rien n'est encore tranché. On y verra plus clair, fin octobre, lorsque les quelques 700 000 ou 750 000 adhérents de l'ancien PSOH auront décidé d'adhérer ou non au nouveau PSH. Les observateurs prévoient qu'ils seront environ 500 000 à le faire.

Et maintenant ?

Les deux années qui viennent de s'écouler ont bouleversé toutes les données de la situation politique dans ce pays. Le multipartisme, l'organisation d'élections libres y sont maintenant acquis. Or, depuis dix-huit mois, cela a été la base essentielle des débats, à l'intérieur et en dehors du PSOH.

Aujourd'hui, les débats vont prendre une autre tournure. Les relations extérieures de la Hongrie et, surtout, la question de l'organisation économique et sociale de ce pays, vont venir sur le devant de la scène. Un exemple en a été donné, dès ce Congrès, avec la discussion sur la présence du nouveau parti dans les entreprises. Les social-démocrates y étaient hostiles, mais Nyers a fait échouer leur proposition. Les problèmes essentiels des mois et années à venir seront liés aux rythmes d'introduction de l'économie de marché et à ses conséquences sociales. En effet, au delà du résultat du Congrès, il reste une inconnue : le comportement de la classe ouvrière. Plutôt passive dans le processus que nous avons évoqué, confrontée directement aux difficultés économiques, elle reste, pour le moment, attentive.

On peut, de ce fait, prévoir des recompositions à l'intérieur du nouveau Parti socialiste hongrois, comme dans les autres forces politiques du pays. Les clivages ne seront pas nécessairement alors ce qu'ils furent depuis deux ans. ■

12 octobre 1989



"Un syndicat des employés"

LE PARTI COMMUNISTE tchécoslovaque (PCT) semble totalement imperméable aux vents de glasnost soufflant depuis Moscou. En août dernier, les forces de l'ordre dispersaient à coups de matraque une manifestation à l'occasion du 21^e anniversaire de l'écrasement du Printemps de Prague ; dernièrement, une nouvelle vague de répression a frappé les opposants, notamment Petr Cibulka, connu pour ses activités culturelles "parallèles" en Moravie, et qui purge sa quatrième peine en dix ans ; une trentaine d'oppositionalistes sont actuellement emprisonnés pour raisons politiques. Inprecor a rencontré, à Prague, Petr Uhl, marxiste révolutionnaire, membre de la Charte 77 et du Comité de défense des personnes injustement emprisonnées (VONS), et l'a interrogé sur le fonctionnement du PCT.



Petr UHL : J'ai toujours du mal à m'exprimer sur le PC tchécoslovaque sans expliquer tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'un Parti communiste, ni même d'un parti politique proprement dit. C'est une

structure hiérarchique qui regroupe 1,7 million de personnes en Tchécoslovaquie, une hiérarchie de pouvoirs et de compétences. La plupart de ses membres y ont adhéré pour bénéficier d'un peu de privilèges dans la vie quotidienne : ce sont des gens qui ne se réclament ni du marxisme révolutionnaire (ou réformiste), ni de quoi que ce soit d'autre. En Tchécoslovaquie, on ne dit même pas "je suis communiste", on dit "je suis adhérent du Parti". Bien entendu, certains membres du Parti, surtout ceux qui travaillent dans le domaine de la répression, qui ont des tâches impopulaires ou qui sont critiqués, adoptent une phraséologie marxiste et expriment une critique anti-capitaliste du type : "A l'Ouest, c'est encore pire", etc., pour se motiver eux-mêmes, pour justifier leurs activités. Mais c'est plus ou moins un alibi psychologique.

J'ai lu hier dans *Rude Pravo* (Organe du Comité central du PCT) une longue interview du camarade Nyers, l'un des responsables de la direction hongroise, où il explique comment, après la prise (reprise) du pouvoir en 1956, le Parti hongrois (PSOH) a évolué, et quels étaient les courants idéologiques en son sein. Après la mort de Kadar, ces courants se sont restructurés. Cela m'a profondément étonné que *Rude Pravo* publie une telle interview où l'existence de

tendances au sein du PSOH, déjà avant la mort de Kadar, est clairement explicitée.

Or, on sait que chez nous il n'y a pas de débats dans les cellules ou dans les organisations de base, sauf sur des problèmes très concrets, liés au fonctionnement de l'entreprise ou à la productivité. Mais il n'y a pas de débats politiques proprement dits à la base du parti.

■ Le Parti ressemblerait donc un peu à un syndicat des employés...

— C'est, en effet, un groupe qui défend ses propres intérêts. Le manque de débats à la base est lié au silence qui entoure les débats éventuels au sommet, s'ils existent — et il en existe certainement. Bien sûr, ces débats arrivent jusqu'aux cadres moyens, surtout dans les comités de région ou de district. Je suppose que maintenant des débats politiques ont également lieu parmi les permanents.

C'est surtout ce qui se passe au sommet qui est intéressant, et d'ailleurs, les journalistes occidentaux nous interrogent toujours sur les courants au sein du Parti. Ils pensent aux contradictions éventuelles entre Jakes et Adamec, le Premier ministre. Il est clair qu'après son arrivée au poste de secrétaire général, Jakes et ses proches ont liquidé les extrêmes. D'une part, Vasil Bilak qui représentait l'aile conservatrice et dogmatique la plus dure ; et d'autre part, un peu auparavant, Lubomir Strugal, l'ancien Premier ministre qui, sous l'influence de la politique de Gorbatchev et encouragé par les développements en URSS a clairement exprimé, même publiquement,

sa volonté de faire une réforme économique la plus profonde possible, et dans les plus brefs délais. Il envisageait apparemment, même si c'était moins clair, de la lier à une réforme de la gestion, non seulement économique mais également politique, des droits, des libertés, de la culture, de la vie sociale. C'est aussi Strugal qui, à l'époque, a un peu soulevé les problèmes d'ordre démocratique. Il a été limogé et remplacé par Adamec qui continue sa ligne, mais d'une manière bien plus timide. Ce dernier est assez prudent. Il ne se compromet jamais avec la répression directe, ne l'approuve pas explicitement, mais essaye de l'excuser.

A part cela, une fois débarrassée de plusieurs personnes qui représentaient les extrêmes (non seulement Strugal et Bilak mais d'autres), cette direction apparaît unie ou réunie, même si des tensions subsistent, parce que certains veulent faire les réformes plus vite, tandis que d'autres avertissent du danger que représenterait un nouveau printemps de Prague, etc. Mais il ne faut pas voir cela seulement sous l'angle purement politique, il existe aussi des tensions personnelles : il semble que Stepan veuille remplacer Jakes dans sa fonction, et qu'il essaye de le compromettre d'une manière ou d'une autre.

A la différence de la Pologne, évidemment, de l'Union soviétique et de la Hongrie, le Parti communiste tchécoslovaque — sa direction, son appareil, sa base — se présente comme un instrument intact et apte à réagir, à "gérer" la société, c'est-à-dire à la dominer. Il s'appuie sur toutes les courroies de transmission classiques, les syndicats ; les organisations de jeunesse, de femmes ; les autres partis politiques ; et même une grande partie de la hiérarchie catholique, des prêtres, des journalistes, etc. Tout le système hiérarchisé et bureaucratique fonctionne assez bien jusqu'à présent, ce qui est en contradiction avec la conscience croissante des gens simples, parfois même de membres du Parti qui sont actifs (dans un sens critique), qui expriment leurs critiques ouvertement, certains allant jusqu'à s'engager dans des mouvements indépendants (mais pas en tant que membres du Parti).

■ A l'intérieur du Parti lui-même, il n'existe donc pas de courants structurés qui soutiendraient un processus de réformes ?

— Pas dans la base du Parti. Mais une telle tendance est représentée dans la direction : c'est l'aile Adamec. Il est sûr qu'Adamec a beaucoup d'amis politiques qui le soutiennent dans l'appareil du Parti, même au niveau des régions et des districts. Il est certainement appuyé par de nombreux ministres, et des directeurs de grandes entreprises qui forment l'aile technocratique. En revanche, Jakes est soutenu par beaucoup de dogmatiques qui sont restés dans l'appareil

reil. Dans ce sens, on peut considérer que deux ailes existent, mais cela ne concerne pas la base de l'organisation.

■ Comment expliques-tu qu'à l'heure où en Pologne, en Hongrie et en URSS, les partis essayent de s'auto-réformer pour survivre, le PCT reste si monolithique ?

— Il y a de nombreuses différences entre les partis dits communistes : en Pologne, le Parti est en décadence, en faillite complète, en crise, et il cherche à se sauver. Et c'est sans doute en Hongrie que la situation est la plus favorable pour le Parti : grâce à sa politique de réformes, il est certain déjà aujourd'hui de garder une base assez importante dans la société. Il risque certes de perdre les prochaines élections, mais même si l'opposition (le Forum démocratique, par exemple) les gagne, sa participation au pouvoir est assurée. Le Parti restera toujours présent dans le système politique, économique, et social du pays.

J'ai l'impression qu'en URSS, comme en Tchécoslovaquie, mais dans un contexte tout à fait différent, il y a un fossé entre la direction et la base. Il me semble que la base n'est pas encore suffisamment "réanimée", elle est peut-être plus active qu'en Tchécoslovaquie mais elle ne fait que se défendre. Ce que je note plutôt, c'est que le Parti joue un rôle conservateur en Union soviétique, plutôt qu'un rôle progressiste, qui est à attribuer davantage aux mouvements indépendants, aux fronts populaires, aux mouvements de l'intelligentsia, etc. où, bien sûr, nombre de communistes, de membres du Parti sont actifs, mais pas le Parti dans son ensemble. Mais ce qui est caractéristique de l'Union soviétique, c'est le déplacement du pouvoir, qui va du président du Parti aux organes d'Etat qui sont déjà à moitié démocratiquement élus.

Ceci dit, les différences entre les partis soviétique, hongrois ou polonais n'expliquent pas pourquoi aucun mouvement ne se manifeste au sein du Parti tchécoslovaque. Cela est dû à des causes historiques : la direction de ce parti est arrivée au pouvoir, ou plutôt, a été confirmée dans son poste par l'invasion soviétique, en 1968. Ensuite elle a accompli la normalisation, et est donc complètement liée au brejnevisme. Les dirigeants du PCT ne peuvent dire, aujourd'hui, "pendant vingt ans, nous avons menti", "l'invasion soviétique était néfaste", "nous devons refaire à peu près tout le chemin parcouru durant le printemps de Prague, parce que c'était juste, parce que c'est Moscou qui le fait maintenant, et parce que c'est la seule issue", etc. C'est impossible, alors ils réagissent de manière défensive, et se limitent à des positions conservatrices.

Ainsi le PCT cherche les amis où ils sont, c'est-à-dire en République démocratique

allemande (RDA) et maintenant, en Chine et en Albanie. Il a entamé des contacts très amicaux avec les Chinois. Quand le ministre de la Défense nationale s'est rendu, pendant quinze jours, en Chine, on a publié des reportages très favorables, surtout sur l'armée chinoise. Les liens diplomatiques avec l'Albanie ont repris au niveau des ambassadeurs, et l'on n'écrit absolument rien contre la Roumanie, sauf pour donner du "Camarade Ceausescu". Les dirigeants tchèques savent très bien que cela déplaît profondément à la population, c'est pourquoi ils ne font pas étalage de ces contacts. Les liens les plus affirmés sont ceux avec la RDA, même si, ces derniers jours, ils ont été mis en veilleuse à cause de la pression soviétique sur Berlin-Est, dont le résultat a été le recul des autorités est-allemandes sur la question des exilés en direction de la République fédérale allemande.



■ Tout à l'heure, tu as évoqué l'existence d'autres partis politiques, pourrais-tu apporter quelques précisions ?

— Il existe en effet plusieurs partis politiques en Tchécoslovaquie, qui sont issus de la situation de 1945-48, où il y avait un Front national qui s'est constitué lors de la Seconde Guerre mondiale, émanation de la résistance. Les communistes y jouaient un rôle important, mais on y trouvait également des sociaux-démocrates qui ont été "avalés" par le PC, en 1948 ; des socialistes nationaux, le Parti Benes qui s'est transformé en Parti socialiste (PS) ; et une survivance du Parti populaire (PP), un parti chrétien populiste. En Slovaquie (1) il existait encore deux autres partis dont je ne connais pas bien l'origine historique, en revanche, le Parti démocrate de Slovaquie a été interdit. Il n'existait pas d'autres partis après la guerre.

C'était un système de démocratie dirigée et limitée : le Front national monopolisait tout le pouvoir, et le poids du PC y était très important. En 1948, le PC a changé ce système : il a pris tous les pouvoirs, mais a maintenu l'existence de la plupart des autres partis, en les affai-

blissant. Il a pu prétendre ainsi que la Tchécoslovaquie était dotée d'un système démocratique avec plusieurs partis. Je pense que l'objection de la direction tchécoslovaque aux nouvelles propositions de l'URSS sur le pluripartisme est justifiée. Ils disent "En Tchécoslovaquie le pluripartisme a toujours existé, c'est l'Union soviétique qui doit, elle, l'introduire maintenant".

■ Ces partis ont-ils des groupes parlementaires, et y a-t-il différents candidats lors des élections ?

— Chaque parti a un groupe parlementaire. Le Front national présente une liste unique de candidats, où il n'est pas précisé s'ils proviennent du PC, du PS du PP, d'autres partis, ou d'un syndicat, de l'organisation des femmes, etc., dans la mesure où les élections se déroulent à plusieurs niveaux (municipales, autres représentations, etc.). La prépondérance des communistes existe toujours, et bien sûr, cette liste est tout d'abord discutée au sein du PC, avant d'être présentée au Front national qui y apporte quelques corrections. Finalement elle sera présentée comme la liste unique du Front national, et pour chaque poste il n'y aura qu'un seul candidat. Les membres du PC ont, bien entendu, la majorité absolue au parlement, et les représentants des petits partis sont présents parce que celui-ci les a choisis parmi les plus loyaux et les plus serviles à l'égard du régime.

Cependant, on observe un mouvement très intéressant. Alors qu'aucune évolution n'est visible au sein du PC, dans les petits partis (Parti socialiste et Parti populaire) une immense opposition se manifeste à la base, mais aussi au niveau des cadres moyens, c'est-à-dire parmi les permanents et les responsables élus au niveau des districts et des régions. Cette opposition contre leur direction apparaît ouvertement dans leurs bulletins internes, mais il s'exprime aussi une certaine réflexion dans les journaux qu'ils éditent.

En effet, si ces partis sont ridicules par leur nombre et par leur poids, tous deux, tant le PP que le PS, éditent leur quotidien : *Démocratie populaire* pour le PP, et *Libre parole* pour le PS. Dans *Libre parole*, surtout, on peut lire des choses vraiment intéressantes : par exemple, la proposition du Parti socialiste sur la nouvelle loi d'association et de réunion est vraiment très progressiste, et ne pourra jamais être votée au parlement. Finalement, la discussion à la base commence plutôt dans les autres partis que dans le Parti communiste. ■

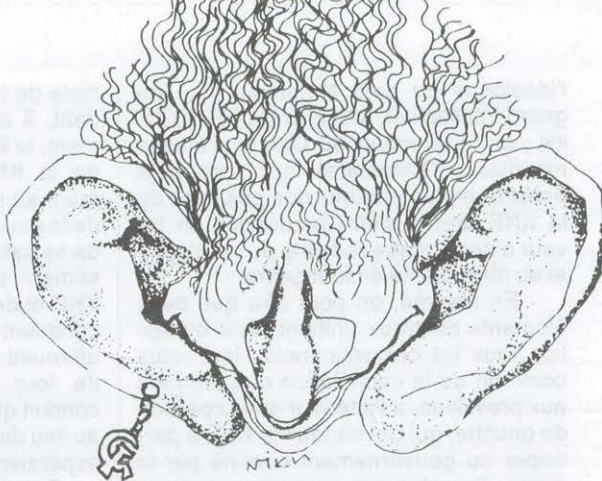
**Prague, 7 octobre 1989
propos recueillis par Irène Volpet**

1) La Tchécoslovaquie est une fédération composée des Pays tchèques et de la Slovaquie.



PC GREC

La fronde des jeunes communistes



LA CRISE QUI COUVAIT, depuis de longs mois, dans le Parti communiste grec (KKE) a explosé de façon spectaculaire à la rentrée. Après une session particulièrement longue, le Comité central du KKE a décidé de destituer l'ensemble des 70 membres du Conseil central de la Jeunesse communiste (KNE). A la suite de cette décision, le Conseil central s'est réuni et a affirmé sa résolution de se maintenir à la tête de la KNE. Au moins dix à douze membres du Comité central du KKE se sont rangés aux côtés de la direction de la jeunesse et ont été contraints de démissionner. Pour le moment, on ne peut encore faire un bilan chiffré de la dissidence, tant au Comité central que dans les autres instances du KKE, dans la mesure où les déclarations publiques d'opposition à la direction du parti de la part des membres éminents se poursuivent et prennent de l'ampleur.

N. CHAMPY



AU NIVEAU des rapports de force, la situation est la suivante : 53 des 70 membres du Conseil central de la KNE se sont rangés aux côtés de G. Grapsas, secrétaire de l'organisation, et ont dénoncé l'ingérence brutale et antistatutaire de la direction du parti (KKE) dans les affaires intérieures de son organisation de jeunesse. Les 17 membres restant se sont déclarés soit neutres, soit aux côtés des "normalisateurs". Au niveau des organisations de base de la KNE, l'écrasante majorité (entre autres, les organisations d'Athènes, de Pirée, de Patras, de Salonique, et surtout des autres villes universitaires) s'est déclarée partie prenante du nouveau cours oppositionnel de l'organisation.

Entre temps, la direction du parti a décidé de prendre sous sa tutelle la KNE, en lui imposant un Bureau composé surtout de cadres du parti qui ont été jadis membres de l'organisation de jeunesse. Le Conseil central et le Bureau imposé de l'extérieur ont tous deux manifesté leur intention de convoquer, au plus tôt, un congrès extraordinaire. Mais, tandis que le Bureau considère déjà comme exclus tous ceux qui n'ont pas obéi aux diktats du Comité central, le Conseil central de la KNE a déjà annoncé qu'il institue le droit de tendance, et la possibilité pour la minorité de faire circu-

ler sa plate-forme et d'être représentée au congrès.

Si on se fiait aux informations et éditoriaux de toute la presse, on ne pourrait que conclure que la KNE n'est qu'une organisation de petits stalinien impénitents qui ne comprennent rien aux réalités de la société moderne. En effet, la télévision d'Etat, les stations de radios privées, et aussi tous les journaux de droite, du centre, de gauche, sans oublier les quotidiens du KKE, ne cessent d'affirmer que les dissidents sont un produit du passé : des petits dogmatiques, en somme.

Diffamation de type stalinien

La campagne de diffamation de pur style stalinien, à laquelle participent toutes les forces politiques confondues, est sans égal : le jour même où les membres de la KNE manifestaient dans la rue contre le massacre de Tiananmen, la presse bien pensante de Grèce accusait la même KNE de s'être rangée aux côtés des bouchers de Deng Xiaoping !

En réalité, la dissidence de la KNE vient de loin, et ses désaccords avec la direction du parti portent sur les questions centrales, tant de la politique interne, que de la situation dans les pays du "socialisme réellement existant". Deux éléments ont particulièrement accéléré le processus de différenciation en son sein : le brusque tournant à droite du KKE, qui a formé une coalition avec la Gauche hellénique (EAR) (1), et surtout

sa participation à la coalition gouvernementale avec la Nouvelle démocratie, parti bourgeois par excellence. Inutile de dire que la KNE et les oppositionnels dans le KKE se sont déclarés absolument opposés à ce tournant.

Critique du "socialisme réellement existant"

En même temps, depuis 1985, les événements qui accompagnent la perestroïka ont provoqué d'abord des interrogations et, ensuite, la maturation des tendances clairement antistaliniennes qui, très souvent, ont abouti à une critique globale du "socialisme réellement existant", de la bureaucratie, tant en Union soviétique que dans les autres pays de l'Est. C'est ainsi qu'il est pour le moins faux de prétendre que la KNE est composée de nostalgiques du passé. En réalité, ses prises de positions théoriques et pratiques la rapprochent de plus en plus de l'extrême gauche, et même parfois du courant marxiste-révolutionnaire.

Evidemment, il y a des différences politiques entre les positions de la majorité de la jeunesse de la KNE et les oppositionnels au sein du parti. Comme on pouvait s'y attendre, la répression brutale des membres éminents du Bureau politique, du Comité central, et des autres instances du KKE, a provoqué un afflux d'oppositionnels aux idées peu claires et à l'antistalinisme très récent. Ceci comporte un aspect négatif parce que les nouveaux venus (surtout des cadres âgés) ne sont pas exactement sur la même longueur d'onde que la tendance majoritaire au sein de l'organisation de jeunesse.

Cependant, il ne serait pas exact de prétendre qu'il n'existe pas de différences, même parmi les oppositionnels du parti. En effet, il y a nombre de dirigeants éminents et au prestige indiscutable auprès de la base (par exemple,

1) La gauche hellénique provient de la scission du Parti communiste de l'intérieur qui était lui-même une scission du Parti communiste, en 1968. Après avoir suivi, en gros, une démarche eurocommuniste, la Gauche hellénique et son leader, Leonidas Kirkos, sont actuellement les partisans les plus convaincus de la collaboration de classes et de la participation suivie au gouvernement de coalition avec le grand parti de la droite, la Nouvelle démocratie. Ses forces sont très limitées et se résument surtout à quelques centaines d'intellectuels "modernistes" et faisant déjà carrière dans l'administration et la gestion de l'Etat.

l'idéologue du parti N.Kotzias (2), son grand intellectuel, le professeur E. Bitdakis ; ou le directeur du Centre d'études marxistes, G.Maniatis) qui sont déjà beaucoup plus proches des positions de la KNE, après s'être prononcés en faveur d'une critique radicale du stalinisme et du réformisme en tout genre.

En résumé, on peut dire que deux éléments centraux unifient sans exception tous les oppositionnels : leur refus commun de la capitulation du parti face aux pressions, à l'intérieur de la coalition de gauche, qui ont conduit le KKE à participer au gouvernement dominé par la droite. Ce refus est accompagné d'une critique véhémement du manque de démocratie interne et des méthodes administratives de la direction. Le deuxième élément central consiste en un refus de l'obéissance aveugle aux diktats de Moscou, et en une critique du stalinisme et des bureaucraties des pays de l'Est, que cela soit sous leurs formes passées ou actuelles. Au delà de ces accords plutôt généraux, il existe évidemment nombre de tendances ou de sensibilités différentes.

Pour comprendre la violence et l'ampleur de l'affrontement au sein du KKE et de la KNE, il faut tenir compte du cadre général très particulier dans lequel se déroulent ces événements historiques. Par exemple, la campagne de presse diffamant les oppositionnels, est due manifestement au fait que le Parti communiste grec participe maintenant au gouvernement, pour la première fois de son histoire.

Les manœuvres du PASOK

Ainsi, la mise en question de la politique de sa direction par des dizaines de milliers de ses membres a des répercussions directes sur la gestion quotidienne des affaires par la bourgeoisie, et sa tentative (maintenant manifeste) d'incorporer les directions réformistes au système, en vue de l'application d'une politique d'austérité très sévère. En somme, la crise qui a éclaté complique les grandes manœuvres bourgeoises, et peut même mettre en question ses plans à long terme. En même temps, le Parti socialiste pan-hellénique (PASOK) de l'ex-premier ministre, Papandreou, ne paraît pas en mesure de profiter de la crise du KKE, puisque les oppositionnels actuels sont les mêmes qui critiquaient déjà (contre l'avis de la direction du Parti) la politique servile de la direction du KKE envers les gouvernements du PASOK, de 1981 à 1989.

Au contraire, l'opposition dans le KKE pourrait représenter une alternative pour au moins une fraction de la base du PASOK qui se sent frustrée par les scandales et les égarements de son parti, mais qui, en même temps, ne se sent pas attirée par la politique collabora-

niste de la Coalition de gauche. Cependant, il est clair que, même indirectement, le PASOK exploite la crise au sein de la KNE, l'attribuant démagogiquement au refus des partis parlementaires de la gauche de couvrir ses scandales et de se salir avec lui. C'est d'ailleurs précisément cet aspect de la politique du KKE et de la Coalition de la gauche que critiquent les oppositionnels, quand ils affirment que l'aveuglement revanchard de leur direction, pour l'instant, n'a conduit qu'à cimenter l'unité du PASOK, au lieu de contribuer à l'éclatement qu'ils espéraient.

Comme on le voit, la crise au sein du KKE s'est déclenchée à un moment très délicat. Par le nombre des militants et sympathisants qu'elle implique (bien qu'il soit trop tôt pour avoir une idée précise, on estime qu'il s'agit de dizaines de milliers de militants), et par le contenu de sa critique, la dissidence communiste constitue déjà un événement de dimension historique, qui pourrait aboutir à une transformation radicale de la carte politique de la gauche grecque, sinon du pays entier.



On peut déjà noter que la petite extrême gauche grecque, ou le Parti communiste de l'intérieur (KKE-es.) commencent à réorienter leur travail en fonction des événements à l'intérieur du KKE. On constate ainsi, qu'en quelques semaines, l'éventualité de la constitution d'un pôle anticapitaliste et antibureaucratique a pu acquérir une nouvelle crédibilité, dépassant largement tout ce qu'on a vu dans le passé.

Le fait que, depuis un an, les diverses organisations d'extrême gauche, ainsi que nombre de militants révolutionnaires indépendants aient pu dépasser leur sectarisme traditionnel pour constituer, pour la première fois, un front com-

mun aux structures stables, le Regroupement alternatif anticapitaliste (EAS, auquel participe l'OKDE, section grecque de la IVe Internationale), n'est pas à négliger dans la conjoncture actuelle. Cette dynamique unitaire dans l'extrême gauche s'est d'ailleurs manifestée dans la décision de la grande majorité des dirigeants du petit Parti communiste de l'intérieur d'œuvrer à la présentation d'une liste unique des forces anticapitalistes aux élections du 5 novembre prochain.

Une scission historique

Certes, beaucoup va dépendre de ce qui va se passer dans les semaines à venir, et surtout des résultats des élections. Une éventuelle débâcle de la Coalition de la gauche et du KKE pourrait accélérer la crise et pousser dans les rangs de l'opposition des milliers d'autres membres du Parti. C'est d'ailleurs en prévision de cette éventualité que la direction du Parti, ayant à sa tête le président, Harilaos Florakis, et le secrétaire général Grigoris Farakos, a pris l'initiative de frapper dur et vite, sans avoir préparé le terrain et au prix de graves risques tactiques.

Mais ce qui est déjà sûr, c'est que, cette fois, il ne s'agit plus de quelques centaines de dissidents aux divergences seulement tactiques, ni de la manifestation d'une opposition qui est tentée par les mirages de l'eurocommunisme ou de la "modernisation" droitière du mouvement ouvrier. Il s'agit de la plus grande scission qu'a connue le KKE depuis sa fondation. Exception faite, peut-être, de la scission de 1927, conduite par le secrétaire de l'époque et éminent marxiste révolutionnaire, Pantelis Pouliopoulos. Mais en ce temps, le KKE n'avait que quelques milliers de membres.

Il s'agit aussi de l'apparition — même si, pour l'instant, cela reste embryonnaire — d'une opposition communiste anticapitaliste et antibureaucratique qui semble avoir un moral d'acier et qui se sent partie prenante du mouvement, non seulement national mais aussi international, en faveur de la reconstruction de la gauche révolutionnaire.

De ce point de vue, ce qui se passe actuellement à l'intérieur du Parti communiste grec dépasse largement les frontières du pays et doit intéresser toute la gauche européenne. ■

Athènes,
25 septembre 1989

2) La tentative récente de la direction du KKE d'exclure du Parti le membre du Comité central chargé de l'idéologie, Nikos Kotzias, a été repoussée à une écrasante majorité. Les organisations de base qui ont désobéi sont celles d'abord des chantiers navals d'Elefsina, et ensuite, de la région industrielle du même nom qui est de loin le plus grand centre industriel du pays et un bastion traditionnel du Parti communiste. Cela donne une idée de l'ampleur de la dissidence.

Crise de la KNE

NOUS PUBLIONS ci-dessous, des extraits de la résolution adoptée par la Jeunesse communiste (KNE), après la décision du Parti communiste grec (KKE) de liquider la direction de la KNE.

DOCUMENT

AUJOURD'HUI apparaissent plusieurs problèmes concernant le développement de l'impact, au sein de larges masses de la jeunesse, des valeurs de la classe ouvrière, exprimées par le KNE. Cette situation se reflète de façon intense dans l'activité de la KNE, mais aussi dans son propre fonctionnement et dans les problématiques qui existent parmi ses membres et ses cadres. Nous croyons que nous devons regarder en face les causes de ces problèmes, qui posent, de façon aiguë, des questions non seulement sur l'efficacité de l'activité de la KNE, mais plus généralement sur le rapport entre la gauche et la jeunesse actuelle, sur la possibilité de la première d'inspirer ses idéaux.

Opinions différentes

Et surtout, ces questions sont en rapport avec les changements que connaissent le monde capitaliste et notre pays, et qui modifient internationalement la position de la jeunesse dans la société, en changeant les termes dans lesquels la jeunesse abordera le mouvement de masse, la politique et la gauche. Elles sont aussi en rapport avec les évolutions dans les pays du socialisme existant, avec l'image que se forme la jeune génération actuelle sur les lendemains que veulent les communistes. (...)

Certes, il existe des divergences et des désaccords de la part des cadres de la KNE — et pas seulement au sein de la KNE — sur l'orientation du Rassemblement de la gauche, et ils ont toujours été exprimés dans le cadre des procédures au sein du parti. Mais ceux-ci n'ont pas empêché la KNE de travailler dans le cadre du Rassemblement de la gauche, y compris pendant les dernières élections. Si cela a été rendu public, la responsabilité n'en incombe pas au Conseil central de la KNE.

Mais ce qui est plus important ici c'est que, malgré les efforts télécommandés d'une partie de la presse pour rapporter ces divergences à des "ankyloses dogmatiques", et à "une incapacité

de suivre les évolutions actuelles", celles-ci ont un point de départ différent : l'inquiétude de la part des cadres et des membres de la KNE sur le fait de savoir comment répondra la gauche aux besoins actuels, aux questions, et aux problématiques de la jeune génération. Comment pourra-t-elle se lier avec le radicalisme et la contestation de larges masses de la jeunesse, en partant de l'inspiration des principes fondamentaux de la politique et de la tactique du KKE.

L'existence de ces opinions différentes ne signifie pas la création d'un "groupe" quelconque de majorité ou de minorité. Elles reflètent la diversité de la réalité elle-même, et il leur est objectivement impossible de ne pas exister. D'ailleurs, l'exigence qu'il y ait une seule opinion est contraire au principe élémentaire du fonctionnement du KKE, au centralisme démocratique qui existe précisément pour que des opinions différentes se composent en une action unie.

(...) En se basant sur ce qui précède, le Conseil central de la KNE croit que les membres de la Jeunesse communiste doivent et peuvent "prendre en leurs mains propres" la marche de l'organisation. Ceci est la seule solution qui puisse assurer l'unité de la KNE par des procédures démocratiques.

Ainsi, le Conseil central décide-t-il d'organiser un congrès extraordinaire de la KNE, au cours duquel il va rendre compte de sa propre activité. Le Conseil central élu est le seul organe qui peut, d'après les statuts, ouvrir une telle procédure. Toute autre méthode n'est qu'arbitraire politique et organisationnel, et viole l'essence des principes statutaires de fonctionnement. De telles méthodes, si elles étaient déjà condamnables et nuisibles pour le mouvement communiste dans le passé, comme l'expérience le prouve, aujourd'hui, feraient davantage encore apparaître la gauche comme incapable de saisir le moindre message des temps actuels, comme isolée du vent de la recherche et de la discussion créative que provoque la perestroïka dans tout le mouvement communiste.

Athènes,

21 septembre 1989

Questions d'actualité

Extraits d'un article paru, le 13 septembre dernier, dans *Odigitis*, l'hebdomadaire du KNE. L'auteur, S. Antonakakis, est membre du Bureau du Conseil central de la KNE.

MIEUX VAUT répondre en s'interrogeant sur ce qui "meurt". Et là, on se trouve en présence de quelques questions : quel rapport, par exemple, peut avoir la forme actuelle de propriété dans ce pays, l'URSS, où domine la propriété étatique gérée de manière hypercentralisée, autoritaire, et anachronique (comme à plusieurs reprises les documents officiels du Parti communiste soviétique l'ont constaté), avec "la société des producteurs librement associés", comme l'ont formulée les classiques ? Ou bien encore, pourquoi la structure et l'évolution de cette économie, parce qu'elles auraient fait faillite, supprime la nécessité de l'abolition de la propriété privée comme condition essentielle pour créer la société des hommes libres ?

Ou encore, quel rapport peut avoir la démocratie socialiste, le principe de la participation des masses à la gestion et au pouvoir, avec la formation de ces monstres bureaucratiques qui sont devenus étrangers à la société et à ses besoins, et qui constituent toute une armée parasitaire et réactionnaire de bureaucrates qui vivent sur le dos de la société ?

En quoi le développement démocratique et collectif de la théorie peut-il marcher de pair avec des périodes d'interdiction de la pensée et de répression extrêmement autoritaire, prétendument au nom de la défense du socialisme ?

Une discussion autour de tout cela doit donc aussi se baser sur ce qui se passe et se développe dans ces pays. À côté des thèses et des études des "spécialistes", des centaines de milliers d'hommes occupent le devant de la scène, posant concrètement et dans les faits, la revendication accumulée de pouvoir jouer un rôle décisif dans ce qui se passe. Au sein de ce mouvement, où peuvent coexister courants et intérêts les plus divers, se crée objectivement la base de masse d'une pensée nouvelle et radicale pour la rénovation révolutionnaire du socialisme. Pour en finir définitivement avec tous ceux qui ont écrasé de toute leur masse les plus grands espoirs et les rêves des hommes.

Ces questions et des dizaines d'autres deviennent d'actualité, de par le développement quotidien de tous ces événements qui instaurent, impérativement et d'urgence, la nécessité d'ouvrir le processus qui permettra de répondre à ces questions, au nom du présent et de ce que nous voulons construire dans notre pays.

Voilà une grande et difficile tâche d'actualité pour la gauche, qui réclame que soient mobilisées la pensée et l'opinion de toutes les forces vives. C'est une tâche vis-à-vis de la nouvelle génération qui vit dans l'angoisse la plus forte, mais qui est aussi la plus exigeante. Car elle est aussi une force qui peut soutenir une régénération des idées de gauche à l'avenir. ■



PC CUBAIN

L'affaire Ochoa



"CETTE REVOLUTION ne fera pas comme Saturne, elle ne dévorera pas ses propres enfants"... Cette prédiction de Fidel Castro (1) serait-elle caduque ? En juillet et août 1989, un général héros de la république, et trois officiers du ministère de l'Intérieur ont été exécutés ; quatre ministres ont été destitués, dont le ministre de l'Intérieur, José Abrantes, membre du Comité central du Parti communiste. Ce dernier, qui avait bénéficié, en juin, de la réaffirmation publique du soutien et de la confiance de Castro a cependant été condamné à vingt ans de prison, quelques semaines après l'exécution d'Arnaldo Ochoa. Son arrestation a été suivie de celle d'autres responsables de son ministère, ainsi que de la rétrogradation et de la mise en retraite de nombreux autres. Il s'agit d'un véritable démantèlement du ministère.

Janette HABEL



JAMAIS des responsables historiques du régime n'avaient été si durement condamnés, depuis la prise du pouvoir. Il ne s'agit pas non plus, cette fois, de vieux responsables communistes accusés de sectarisme ou de complicité avec Moscou,

mais pour la plupart, de fidèles de souche. C'est pourquoi, cette crise est la plus grave que la direction cubaine ait connue.

Trafic de devises et d'ivoire en Angola par des combattants "internationalistes", malversations au Panama par des chargés d'affaires cubains, opérations frauduleuses et trafic de drogue, voilà ce qui motive les accusations de "négligences dans l'accomplissement du service, corruption, usage irrégulier de ressources et appropriation illégale de fonds de l'Etat pour des frais ne relevant pas du ministère de l'Intérieur", (...) faiblesses et copinages qui ont abouti aux graves problèmes du ministère et à la création d'entreprises non autorisées, se livrant à des activités relevant du commerce extérieur" (2). Les interrogatoires des accusés (3), celui de Padron en particulier, le réquisitoire du procureur Escalona, ministre de la Justice, et le discours de Castro devant le Conseil d'Etat (4) ont mis en évidence l'ampleur de la corruption, le viol des règlements et des lois par ceux-là mêmes qui étaient chargés de les faire appliquer.

Mais comment analyser l'ampleur donnée au procès et la gravité des sanc-

tions ? Il faut examiner les aspects juridiques et démocratiques (véracité des faits, conditions du jugement, droits de la défense), et s'interroger sur les responsabilités à tous les niveaux, mais nombre d'interrogations restent sans réponse. La signification politique et la portée des événements, trois ans après les débuts du processus de rectification, doivent être au centre de l'analyse.

La "Cuban Connection"

"Plus d'une fois, on a offert à Cuba des quantités d'argent fabuleuses pour nous proposer de coopérer au commerce de la drogue et, bien que nous soyions un pays soumis au blocus américain, nous n'avons jamais accepté ici un seul commerce en rapport avec la drogue. Par conséquent, j'affirme que c'est une infamie totale d'essayer d'impliquer Cuba dans le trafic de drogue ; je dis catégoriquement que pas un centime dû au trafic de drogue n'a pénétré dans ce pays ; et je ne connais aucun cas de fonctionnaire qui, en 26 ans de révolution, ait participé à ce trafic... Nos résultats en ce domaine sont les meilleurs du continent" disait Fidel, en 1985 (5).

Le 4 juillet 1987, le directeur de la Drug Enforcement Agency (DEA) déclarait : *"Cuba est profondément impliquée dans le trafic de drogue dans cet hémisphère. Le gouvernement cubain, ou certaines personnes appartenant au gouvernement de ce pays utilisent Cuba pour faciliter le narco-traffic dans cet hémisphère"* (6). Deux ans après, dans une atmosphère de tension extrême, le scandale Ochoa éclatait à La Havane.

La réalité du trafic de drogue ne semble pas faire de doute. On ne voit

d'ailleurs pas quel profit la direction cubaine aurait pu tirer de la publicité d'une affaire qui la dessert profondément, et qui est aussi contraire aux principes et aux valeurs éthiques dont se réclame la révolution. A Cuba, les inculpations firent l'effet d'un tremblement de terre.

Cependant, le déroulement du procès n'a pas permis de dissiper un malaise profond, car il n'a clarifié ni l'ampleur des responsabilités, ni la finalité du trafic de drogue, ni les motivations des condamnés à mort ou des autres inculpés. Or, c'est peu de dire que ces derniers faisaient partie de l'élite révolutionnaire, au moins pour Ochoa, les frères La Guardia, ou Abrantes. Ils étaient surtout partie prenante du "noyau dur" des fidèles au cœur de l'appareil d'Etat, ceux à qui les missions les plus difficiles et les plus délicates pouvaient être confiées : la responsabilité de la mission militaire en Angola pour Ochoa, la tâche hautement secrète et périlleuse de fonder un organisme chargé de tourner le blocus américain au sein du ministère de l'Intérieur (le Département MC) pour les frères La Guardia. De tels antécédents, de telles responsabilités méritaient autre chose qu'une procédure sommaire et des tribunaux d'exception.

Deux poids, deux mesures

La défense s'est contentée, comme à l'accoutumée (7), de rechercher la reconnaissance par les accusés de leurs trahisons. Il est vrai qu'il s'agissait d'avocats commis d'office ; vu les traditions cubaines, cela n'aurait rien de surprenant si, peu de temps après le procès, un dissident notoire, Elizardo Sanchez (responsable d'une organisation de Droits de l'homme), arrêté avec deux autres personnes le 6 août dernier pour avoir qualifié "d'assassinats" l'exécution des quatre officiers cubains, n'avait été autorisé par le ministre de la Justice à choisir librement son avocat pour assurer sa défense (8). Même si Ochoa et les autres inculpés étaient accusés de haute trahison, on peut s'étonner de la différence de traitement entre un opposant au régime et un ancien héros de la République.

Or, Ochoa a parfois fait preuve d'un humour dont il était coutumier, mais n'a pas vraiment coopéré avec la justice pour éclaircir, en particulier, la destination des fonds. Dans l'ensemble de ses interventions, il a assumé la responsabilité des opérations effectuées ("J'ai dit,

1) Voir Carlos Franqui, *Vie, aventures et désastres d'un certain Fidel Castro*, 1988, Ed. Belfond, p.111. Voir également *Granma*, 23 juillet 1989.

2) *Le Monde*, 2 août 1989.

3) *Granma*, 16 juillet 1989.

4) *Granma*, 23 juillet 1989.

5) Castro, *Cuba Socialista*, mars/avril 1988, cité par Juan Marrero.

6) Cité dans *Cuba Socialista*, ibid.

7) La compréhension et l'autocritique des erreurs commises font partie des circonstances atténuantes reconnues. Voir à ce propos le livre de Jorge Valls *Mon ennemi, mon frère*, éd. Gallimard, 1989.

dès le début, que je suis le responsable de toute cette affaire", mais il a nié les malversations à des fins privées et les a justifiées par des besoins militaires. Si cela ne change rien à la gravité des faits, le "mobile du crime" ne saurait être négligé : or l'avocat n'en a rien dit. Le procureur a centré l'accusation sur la trahison d'Ochoa, mais l'enchaînement des faits est resté obscur. Comme l'a dit Ochoa lui-même, de nombreux témoins interrogés par le Tribunal d'honneur étaient absents lors du procès sommaire instruit par la Cour martiale spéciale, et de nombreux éléments d'information auxquels il se référait ne furent pas publiés dans *Granma*, ni rappelés par la défense.

Guerre difficile en Angola

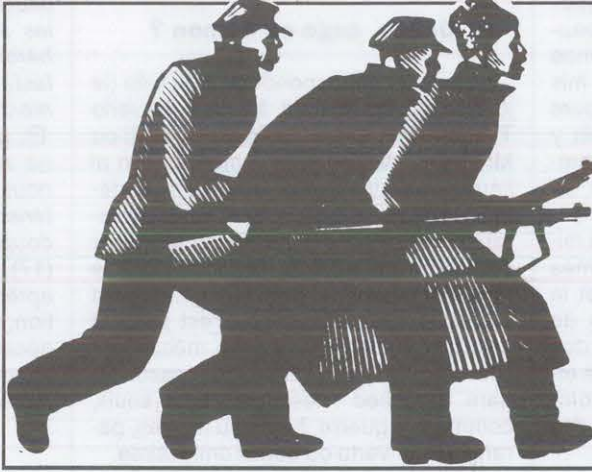
Ochoa ne manqua pas de souligner également que les opérations de troc sur le marché noir en Angola (transactions de sucre contre des diamants ou contre de l'ivoire) afin de récupérer des devises pour construire un aéroport relevaient "d'un commerce qui a toujours existé en Angola. (...) Au Tribunal d'honneur, on a mélangé les deux choses, mais ce n'est pas juste ; celui-là se faisait à part, c'était le département des Finances qui en était chargé. Lorsqu'Estupinan [l'un des inculpés, ndlr] effectue un voyage à Cuba pour demander 80 millions de kwanzas (9) et qu'il ne les obtient pas, alors je décide tout simplement : 'On va vendre une partie de ces choses, et de toutes façons construire l'aéroport'... Tout a commencé ainsi". Autrement dit, les opérations de troc diverses se faisaient sous l'égide du ministère des Finances et du ministère de l'Intérieur (dont le responsable s'est suicidé en juillet dernier), et ces opérations commerciales, hormis le trafic de drogue, étaient presque routinières.

Le caractère disparate et fragmentaire des informations ne permet pas d'avoir de certitudes. On peut déduire des propos d'Ochoa que la construction d'aéroports, afin de permettre l'atterrissage d'avions en provenance de Cuba pour préparer la bataille de Cuito Carnavale, était urgente. A l'époque, Fidel Castro en a évoqué l'importance et souligné la rapidité et l'efficacité des travaux. Si l'on comprend bien les propos d'Ochoa, les fonds accordés par La Havane n'étant pas suffisants, il a fallu se débrouiller avec les moyens du bord. Il faut rappeler le contexte des événements : l'armée angolaise encerclée et des unités cubaines menacées par l'armée sud-africaine à la suite d'erreurs militaires évoquées par Castro (qui en a implicitement rejeté la responsabilité sur l'URSS), les tensions qui en ont découlé, et l'envoi de renforts massifs décidé par La Havane en un temps record.

Il ne s'agit pas de faire d'Ochoa une victime innocente : il avait lui-même fait exécuter, en Angola, trois jeunes soldats

cubains coupables de délits graves (viols de femmes angolaises), ce qui fut rappelé par Raul Castro, dans sa déclaration au Conseil d'Etat (10), et il a probablement été écrasé lui aussi par son propre marteau. Mais, il a bénéficié d'une certaine popularité pendant son procès (11), à la différence de José Abrantes dont la peine — vingt ans de prison — fut, par comparaison, ressentie par certains comme insuffisante (sans doute aussi à cause du peu de sympathie dont bénéficie le ministère de l'Intérieur auprès de l'opinion). Cela est sans nul doute dû au fait qu'il est apparu guidé par des préoccupations "professionnelles". Mais également parce que son discours, plus politique, a fait apparaître l'autonomie des dirigeants de haut rang, leurs pouvoirs quasi illimités, et la dégradation personnelle d'anciens militants révolutionnaires devenus des dirigeants désabusés et cyniques, confirmant le vieil adage selon lequel, le pouvoir absolu corrompt absolument...

Au procureur qui lui demandait s'il était habilité à prendre ce genre de déci-



sions, Ochoa répondit naturellement : "J'ai fait beaucoup de choses sans autorisation. Je pense que dans ce cas précis il n'y avait rien d'illogique à le faire".

Des habitudes étaient prises, des mécanismes créés. Il est manifeste qu'en Angola, hors de tout contrôle, les militaires cubains n'étaient pas regardants sur les moyens, ce qui provoqua de nombreuses tensions avec les Angolais (12). Au Panama, les agents du ministère de l'Intérieur (MININT) avaient pour but de contourner le blocus américain en créant des entreprises de façade, et en utilisant tous les moyens financiers et commerciaux pour réaliser des opérations "frauduleuses" au profit de Cuba. Ces opérations étaient légitimes face à un embargo imposé depuis trente ans et qui, malgré les pronostics optimistes, n'a nullement été assoupli depuis l'élection de George Bush (13). Il ne s'agit donc pas de mettre en cause le droit à l'autodéfense de Cuba, y compris sur le plan économique et commercial. Mais il est vrai qu'en ce genre d'affaires la promiscuité commerciale n'est pas des plus vertueuses.

Le milieu dans lequel évoluaient les agents du MININT était un milieu de gangsters. Or, les moyens matériels quasiment illimités (y compris en devises), dont disposait le Département MC, en faisaient un Etat dans l'Etat. Personne ne contrôlait les responsables, et ces derniers ne contrôlaient pas ceux qui étaient sous leurs ordres. Il y avait une logique propre à ce département spécial. Les patrons des bateaux qui sont utilisés pour briser le blocus, ainsi que les hommes d'affaires qui servent d'intermédiaires, sont des trafiquants qui ne font aucune différence entre la drogue et le reste de leurs activités. Comme l'a déclaré l'inculpé Martinez, "on me voit comme une personne qui se livre à des affaires illicites", et le trafic de la cocaïne n'en est qu'une de plus.

Il faut ajouter la nécessité, pour les entreprises commerciales créées à l'extérieur, de rapporter des devises : or, au début, elles sont déficitaires, alors que le besoin de devises pour l'économie cubaine est dramatique, ce qui constitue une pression supplémentaire. Une sorte d'engrenage s'opère donc à partir des tâches fixées au département, des pratiques et des contacts qu'elles impliquent. Cet engrenage est facilité par les complaisances et l'étendue des pouvoirs dont jouit le ministère, l'absence de contrôle et la corruption ambiante.

Tentation...

Au procureur lui demandant : "Aviez-vous un mécanisme pour contrôler l'activité de vos officiers", La Guardia répondit comme Ochoa : "Je ne pouvais pas, j'étais seul, (...) je ne pouvais pas les contrôler. (...) Les officiers étaient devenus des pièces détachées, (...) je ne pouvais pas tout gérer, (...) seule une participation directe aurait permis de contrôler les opérations. (...) J'étais sûr que les officiers me remettraient l'argent (...)". Cependant, il ne s'agissait pas seulement d'augmenter les recettes, il fallait ensuite "blanchir" l'argent et le faire passer pour des recettes d'opérations commerciales : la fraude personnelle était tentante.

La banalisation du trafic de drogue peut également s'expliquer par d'autres considérants : Ochoa a évoqué "les pays qui vivent de cela, forcés par la nature de leur économie". Mais pour Cuba, les risques politiques induits par ces opérations étaient considérables et il est diffi-

8) *Le Monde*, 20 août 1989.

9) En juin 1989, un dollar s'échangeait à 30 kwanzas au marché officiel, mais à 2 500 kwanzas au marché parallèle.

10) *Granma*, 23 juillet 1989.

11) Popularité reconnue très officiellement par l'éditorial de *Granma* du 10 septembre 1989, qui fait état de "la bienveillance de l'opinion publique envers le principal accusé".

12) *El País*, 15 septembre 1987.

13) Au point que le Département du Trésor américain a interdit (en s'abritant derrière le blocus commercial), à la chaîne télévisée nord-américaine ABC, l'achat des droits exclusifs pour la transmission des Jeux panaméricains qui auront lieu à La Havane, en 1991, et pour lesquels elle avait proposé neuf millions de dollars.

cile d'expliquer dans le cas d'Ochoa, par exemple, qu'il ait pu les prendre seul. Le transport des six tonnes de cocaïne était effectué sur le territoire et dans l'espace maritime cubain, par des aviateurs colombiens et des *marielitos* (14), dont on échangeait les dollars au taux du marché noir contre des pesos destinés à leur famille. Mais certains d'entre eux étaient évidemment liés à la CIA. La rencontre de l'aide de camp d'Ochoa avec Pablo Escobar était, indépendamment de toute autre considération, extrêmement compromettante et risquée pour l'Etat cubain. C'est d'ailleurs l'un des arguments qui pèsent pour croire Castro, quand il proclame avoir été dans l'ignorance des faits. En effet, Escobar est l'un des grands patrons du cartel de Medellín, responsable du massacre, en mars 1988, de plusieurs dizaines de paysans colombiens et de l'assassinat par ses commandos de tueurs (en collusion avec certains secteurs des Forces Armées) d'ouvriers agricoles soupçonnés de sympathiser avec la guérilla (15).

Irresponsabilité, cynisme, corruption personnelle seraient-ils les mobiles essentiels de ces affaires ? D'autres hypothèses ont été formulées : on a beaucoup spéculé sur les achats d'armes effectués par le MININT qui ont été mis en cause par Castro, dans son discours au Conseil d'Etat. Certains ont voulu y voir l'indice d'une tentative de complot. En l'état actuel des informations, on ne peut étayer cette supposition ; il entrait tout à fait dans les attributions du ministère de réaliser des achats d'armes destinés à d'autres pays (l'Angola et le Nicaragua ont été mentionnés lors du procès), même s'il semble que des achats purement spéculatifs aient été effectués. En tout état de cause, de nombreuses zones d'ombre subsistent, des questions restent sans réponse.

"J'ai pris le mauvais chemin"

Comment a-t-on pu en arriver là ? Les accusés, principalement Ochoa, ont donné quelques indications elliptiques : *"En premier lieu, je pense qu'il est arrivé un moment où j'ai dévié de ma route, des objectifs de la révolution, je crois que cela s'est passé ainsi. De quel droit pouvais-je manipuler de l'argent ? Une chose que je n'avais jamais faite de ma vie ; je n'ai jamais été un homme avide d'argent, je n'ai jamais eu d'argent, je n'en ai absolument pas besoin, loin de là. Mais je pourrais vous dire aussi que je suis arrivé à un moment, dans ma vie militaire, où je me suis senti fatigué. C'est-à-dire qu'objectivement, je ne suis plus l'homme dont parlait le procureur, celui qui a combattu ici, qui a dirigé là-bas, je me suis senti éteint. Lorsque j'étais en Angola, à plusieurs reprises, je me suis trouvé dans des situations difficiles, très difficiles, et*

très complexes. Ceci, ajouté au fait d'avoir passé tant d'années, comment dire... à agir seul, j'ai pris le mauvais chemin, j'ai un peu perdu le sens des réalités."

"Par ailleurs, on a souvent essayé de dire que je ne travaillais pas. Ce n'est pas vrai. J'ai fait un effort énorme pour accomplir mon devoir, peut-être pas tout mon devoir, mais bien des gens pensent que je me suis surtout consacré aux affaires. Or il n'en a pas été ainsi non plus. J'ai envoyé d'autres personnes s'occuper des affaires mais, moi personnellement, je ne m'y suis pas consacré. (...) Je crois que nous pourrions passer bien du temps à chercher, à réfléchir, je ne me l'explique pas moi-même, je ne sais pas pourquoi j'ai fait cela, il n'y a aucune raison". (16) Ou encore, citons ces commentaires : *"On grogne quand on reçoit un ordre et vient le moment où on finit par penser que tout ordre qui nous parvient du commandement supérieur est un ordre mal donné. Sur cette pente, on acquiert un mode de pensée indépendant, et on finit par croire qu'on a raison."*

Ochoa, ange ou démon ?

L'ancien correspondant de l'*Unità* (le journal du PC italien) à Cuba, Saverio Tutino, s'interroge : Ochoa, Dr Jekyll ou Mr Hyde ? Vraisemblablement ni l'un ni l'autre, mais la fatigue, la solitude, la démoralisation, le scepticisme. Les déclarations d'Ochoa ont au moins le mérite de mettre en lumière la façon dont le fonctionnement du groupe dirigeant peut broyer les meilleurs : car c'est d'abord cela qui ressort. Dans cette mécanique infernale qu'est l'Etat-major castriste, gare à l'échec : les chefs sont seuls, comme à la guerre, héros ou traîtres, parangons de vertu ou boucs émissaires.

La valse des responsabilités qui caractérise les cercles dirigeants n'est donc pas surprenante ; qui pourrait résister seul à de pareilles épreuves, hormis le commandant en chef ?

Paradoxalement, le procès débouche nécessairement sur une mise en cause de Fidel Castro que lui-même n'avait sans doute pas prévue. Car si les déclarations des accusés sont vraies, si le commandant en chef ignorait tout, dans un régime aussi centralisé, aussi

hiérarchisé, aussi verticaliste, la condamnation de ce mode de direction est terrible et il faut en changer ! Une telle opacité n'est pas tolérable et ne peut — par l'expérience l'a montré — qu'avoir des conséquences très graves.

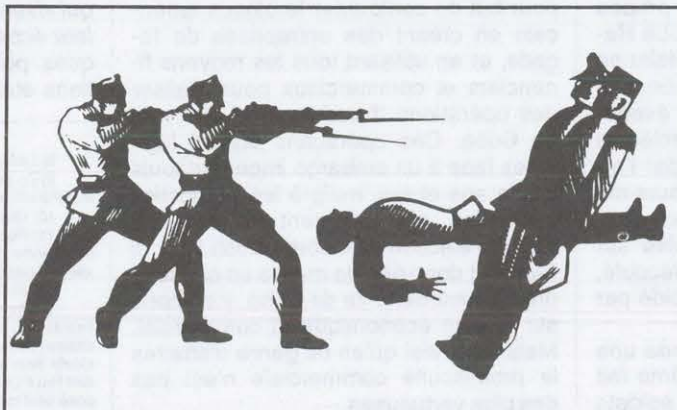
Et si l'affaire éclate aujourd'hui, n'est-ce pas aussi parce que certains se posent précisément ces questions ? Officiellement, la "prophylaxie nationale" proposée par Raoul Castro est justifiée par l'ampleur de la corruption et la nécessité de la combattre, en commençant par le haut. On ne saurait mettre en doute cette affirmation, d'ores et déjà étayée par plusieurs mesures, mais pourquoi aujourd'hui ? Comme l'a rappelé à juste titre Fidel Castro, les problèmes ne sont pas récents et les avertissements n'ont pas manqué, à l'égard du MININT en particulier.

Lors du IIe Congrès du Parti communiste cubain, en 1980, le premier secrétaire déclarait déjà, dans son discours inaugural : *"En ce qui concerne le ministère de l'Intérieur, on a noté, dans certains secteurs, un relâchement de l'efficacité et de l'attitude exemplaire dont les cadres avaient toujours fait preuve dans les années de luttes extraordinaires et héroïques. (...) Il y a eu parfois des manifestations de bureaucratie, un relâchement de l'exigence et de la discipline."*

Et, prémonitoire, il ajoutait : *"Les arbres ne nous cacheront pas la forêt, mais nous voulons que notre ministère de l'Intérieur soit toujours une forêt où des coupes ne soient pas nécessaires"* (17). Neuf ans plus tard, et trois ans après le début du processus de rectification, non seulement des "coupes" ont été nécessaires mais, comme le criaient les vendeurs de *Granma*, *"On a vidé le ministère de l'Intérieur !"* (18).

Corruption

Abus de pouvoir, malversations, prébendes de tous ordres : cliniques, restaurants, lieux de divertissements exclusifs. Téléviseurs, vidéo-cassettes, magnétophones, sans parler des voitures et même des yachts, telle est la description faite par Fidel Castro de quelques uns des privilèges les plus notoires de la nomenclature cubaine. On ne saurait prendre cela à la légère, dans un pays où l'ampleur de l'assise sociale de la révolution s'explique notamment par le rejet de la corruption, qui a été suscité non seulement par la corruption de la dictature de Batista, mais aussi par celle du régime parlementaire de Prio Socarras renversé en 1952 par ce dernier. Il ne faut pas oublier que Chibas, le prési-



14) Nom donné aux exilés cubains qui, en 1980, quittèrent le pays à destination de Miami par le port de Mariel.

15) Voir *Inprecor* numéro 293, du 18 septembre 1989.

16) *Granma*, 16 juillet 1989.

17) Rapport central au IIe congrès du PCC, Ed. Politiques, La Havane, 1981.

18) *El País*, 1er août 1989.

dent du Parti orthodoxe dont est issu Castro, partisan résolu de "l'honnêteté administrative," s'était suicidé en 1951, au milieu d'une émission de radio, pour protester contre la corruption du régime. Ce fut d'ailleurs l'un des thèmes centraux du Mouvement du 26 Juillet pendant la lutte révolutionnaire.

Alors qu'on demande au peuple des sacrifices quotidiens, la direction castriste ne pouvait rester passive face à la dégradation croissante des mœurs atteignant les sphères dirigeantes. Le processus de rectification était un avertissement supplémentaire. Mais la crise actuelle est d'une tout autre gravité.

"Une caste au-dessus de tous"

Comme l'affirme l'éditorial du journal *Granma*, du 10 septembre dernier, "les problèmes auxquels le pays a été confronté cet été vont bien au delà du destin d'une poignée d'hommes corrompus et déloyaux". Soulignant qu'il s'agit d'une étape d'une portée beaucoup plus grande du processus de rectification, l'éditorialiste (souvent Castro lui-même) poursuit : "Il convient de le dire clairement : dans ce qui est arrivé, il y a toute une série d'erreurs qui englobent, d'une manière ou d'une autre, toutes les institutions de la révolution. (...) L'une des caractéristiques essentielles de la situation que nous avons connue (...) est qu'il ne s'agit pas de l'activité d'agents de l'ennemi, mais de personnes issues de nos propres rangs. Nous n'avons pas eu à régler un affrontement entre révolution et contre-révolution ; la grave et dure leçon à tirer de ces faits, c'est que, sans passer à l'ennemi, des hommes ayant milité pour notre cause peuvent nous faire plus de tort que n'importe quel contre-révolutionnaire, et servir, dans la pratique, les fins de l'impérialisme qui n'a pas renoncé à nous détruire. (...)"

"En ce sens, la première et principale leçon de ce procès (...) c'est que (...) le respect de la loi s'applique à n'importe quel citoyen, quel que soit le degré qu'il occupe dans la hiérarchie politique ou de l'Etat. (...) Plus la responsabilité politique et étatique dont a été investi un citoyen est élevée, plus il est obligé de se comporter dignement et honnêtement, aussi bien dans le domaine public que dans sa vie privée". Sur le plan politique, la partie la plus significative de l'éditorial est la suivante : "Quelle sorte de révolutionnaire peut-être celui qui ne respecte ni la loi, ni la morale, et prétend agir comme s'il appartenait à une caste située au-dessus de tout et de tous ?"

"De quel socialisme et de quelle révolution peut-on parler quand on n'a pas suffisamment de sensibilité pour se rendre compte que les privilèges, l'arbitraire, les abus, et l'éloignement des masses sont les principales raisons des difficultés et des convulsions qui secouent aujourd'hui le système socialiste dont la vocation était précisément d'éliminer toutes ces calamités du capitalisme."

La déclaration est surprenante à plus d'un titre. Tout d'abord, parce que les causes des difficultés du "système socialiste" sont attribuées à l'existence d'une bureaucratie privilégiée et corrompue. D'ordinaire, on mettait l'accent sur les erreurs subjectives des dirigeants, sur les méfaits des réformes marchandes, et les opposants étaient considérés comme des contre-révolutionnaires à la solde de l'impérialisme. Cette fois, l'ennemi est à l'intérieur.

La déclaration lève toute ambiguïté : le procès Ochoa n'a pas été le fait "d'agents de l'ennemi", et il ne s'agit pas de "régler un affrontement entre révolution et contre-révolution", ce qui est d'ailleurs plus grave, car ces personnes "issues de nos propres rangs" peuvent faire plus de mal à la révolution que n'importe quel contre-révolutionnaire. Le diagnostic est donc clair, et la cible désignée : en plein processus de rectification, des êtres sans scrupules, profitant de leurs charges et de leurs responsabilités, emportés par le vertige du pouvoir, ont attenté à l'éthique de la révolution et à ses normes (19).

Epuración du Parti

Le châtement doit être exemplaire, et même le Parti ne saurait en être exempté ; il doit être non seulement le sujet, mais également "l'objet de la rectification" (20), dans la mesure où les tentatives négatives "n'ont pas, en règle générale, été découvertes par la voie du Parti". Au niveau du PCC, les premières mesures n'ont pas tardé : une campagne de confirmation (d'auto-épuración) des cartes d'adhérents a eu lieu : plus de 400 000 adhérents ont eu un entretien avec des représentants des organisations supérieures et avec leurs camarades de cellule. Plus de 6 000 ont reçu une peine disciplinaire, et quelques 2 000 ont été exclus du Parti. Ces sanctions ont surtout été infligées pour transgression des statuts (environ 40 %), et aussi pour incurie et manquements à la discipline au travail (31 %) (21).

Si les dirigeants cubains ont tous remplacé le procès Ochoa et ses suites dans le cadre du processus de rectification, il ne fait pas de doute que, sur le plan politique, celui-ci vient de connaître une accélération notable, alors même qu'il est marqué, sur le plan économique, par de nombreuses ambiguïtés. On ne peut comprendre cette accélération qu'à la lumière de l'aggravation des conflits qui traversent l'appareil d'Etat et dont on peut dire, schématiquement, qu'ils tendent à opposer le noyau dirigeant castriste et ses partisans, à la nouvelle génération de technocrates et de responsables, souvent influencés par Moscou, qui contestent de plus en plus le leadership "démodé" et "volontariste" (l'expression est d'un haut fonctionnaire) de l'équipe fidéliste. Bien entendu, ces tensions ont pour toile de fond les difficultés économiques et sociales (22) que la politique de Gorbatchev contribue à

aggraver. Mais elles sont également le produit spécifique de la structure du pouvoir politique à Cuba, de la dualité de prérogatives et de compétences, de la dyarchie existante au sommet de l'appareil d'Etat, qui résultent de l'histoire et du processus révolutionnaire.

Toute analyse qui ne partirait pas de cet état de fait et identifierait, par exemple, l'évolution de la direction cubaine à celle des dictatures bureaucratiques des pays de l'Est, ne permettrait pas de comprendre l'évolution en cours. Le groupe castriste (il s'agit principalement de Fidel Castro, bien sûr, mais on peut y englober les vétérans fidèles de la Sierra Maestra) n'est pas l'émanation d'un appareil bureaucratique, même si, par son mode de fonctionnement, il en a favorisé l'émergence. Son origine, ses préoccupations, son mode d'action sont distincts.

Bien que les institutions politiques et l'infrastructure soient directement copiées sur l'URSS, le système politique cubain n'a pas d'équivalent en URSS ou en Europe orientale : le leadership charismatique de Castro, appuyé par un groupe relativement restreint (au Bureau politique, sur seize membres, trois seulement ne sont pas d'anciens guérilleros de la Sierra Maestra) sanctionne la prééminence politico-militaire d'une élite au centre du système. Cette direction s'appuyait traditionnellement sur l'organisation et la mobilisation des masses dont le ressort (à la différence des pays de l'Est) reste l'anti-impérialisme et la défense des conquêtes sociales de la révolution.

Mais, comme le souligne H. Thomas (23), le pouvoir de cette élite dirigeante est entamé par les effets de l'institutionnalisation des années 70, et par le fait qu'"une nouvelle génération de Cubains est née depuis 1959. Nouvelle génération d'administrateurs, de bureaucrates, de technocrates qui bénéficient d'une autorité importante. Cette nouvelle génération diffère beaucoup de la petite élite de guérilleros qui gouverne depuis vingt-cinq ans. Ses priorités sont différentes de celles des vétérans de la révolution".

Bien qu'il ne faille pas réduire les différences à des clivages entre les respon-



19) Pedro Miret, déclaration au Conseil d'Etat. *Granma*, 23 juillet 1989.

20) *Granma*, 10 août 1989.

21) *NRI*, septembre 1989.

22) Voir *Inprecor*, numéro 283 du 6 mars 1989 et numéro 291 du 10 juillet 1989.

23) Voir *La revolución cubana 25 años después*, Hugh Thomas, Georges A. Fauriol, Juan Carlos Weiss, Ed. Playor, Madrid, 1985.



Fidel Castro

sables économiques d'une part, et l'appareil politique d'autre part (car les divergences traversent également ce dernier), il est incontestable que les réformes marchandes avaient impliqué un certain affaiblissement des contrôles centraux. Dans la mesure où l'hypercentralisation de l'économie cubaine est le pendant de la centralisation du pouvoir politique, il était prévisible que Fidel Castro n'assisterait pas sans réagir à une telle évolution.

Interdiction de la presse soviétique

L'interdiction, en août 1989, des *Nouvelles de Moscou* et de *Spoutnik* — mesure sans précédent dans l'histoire des rapports cubano-soviétiques — s'explique autant par ces tensions internes que par les divergences avec Moscou. Cet avertissement s'adresse à tous ceux qui seraient tentés d'enfreindre le *credo* castriste. "Un seul chef, lui, une seule discipline, la sienne" et "une confiance sans limites dans ses actes et dans ses paroles" (24).

La déclaration de la direction du Parti (25) justifie la gravité de la mesure prise, par des considérants d'ordre idéologiques et politiques. Ces deux journaux feraient l'apologie de la démocratie bourgeoise comme forme suprême de participation populaire ; seraient fascinés par le mode de vie américain ; nieraient l'impérialisme ; valoriseraient les investissements étrangers et la propriété privée ; remettraient en cause l'internationalisme. Cependant, la déclaration reconnaît que ces lectures ont trouvé un écho chez certains jeunes mal informés, y compris auprès de certaines personnes pressées de justifier leur mimétisme envers l'URSS. Mais pour lutter contre cette influence (en effet indéniable, puisque *Les Nouvelles de Moscou* disparaissaient des kiosques au lieu d'y moisir comme dans le passé), la direction du PCC a préféré recourir à la censure, et reconnaît même avoir dû "dissuader à plusieurs reprises des journalistes, des cadres et des spécialistes qui s'étaient

proposés pour polémiquer avec tel ou tel article soviétique, ou pour engager cette confrontation". On ne pourrait reconnaître plus explicitement que, alors que le PCC monopolise le droit d'expression, il préfère l'absence de tout débat à une discussion, même contrôlée par lui.

S'il est une signification commune au procès Ochoa et à l'interdiction des *Nouvelles de Moscou*, c'est celle d'un avertissement à tous ceux qui seraient tentés de croire, comme l'administration américaine (26) que compte tenu de son âge — il a 64 ans — "l'après Fidel" est déjà à l'ordre du jour. Car il est incontestable qu'une bataille pour le pouvoir est à l'œuvre, et que certains croient déjà, à la faveur de la conjoncture internationale, pouvoir préparer la succession. La nomination officielle de Raoul Castro comme deuxième secrétaire du PCC lors du troisième congrès du parti, visait précisément à "verrouiller" les problèmes de direction.

Même si rien ne permet de confirmer qu'Ochoa ou Abrantes aient été engagés dans une lutte politique, leur condamnation a pour effet que nul, à Cuba, ne peut ignorer qu'en peu de temps, tout chef peut être ramené à la base, voire même emprisonné. Les conflits n'opposent pas nécessairement deux factions idéologiquement identifiables mais tous ceux qui, à tort ou à raison, mettent en cause l'incarnation de la légitimité révolutionnaire par Castro.

Ce dernier est désormais confronté à des choix radicaux. Le fait qu'ils soient non conformes à son histoire et à sa tradition laisse peu d'espoir de le voir évoluer. Et ses récentes options internationales, pour conjoncturelles qu'elles soient, car son pragmatisme lui permet de changer du jour au lendemain, ne permettent pas d'être optimistes.

Alliances douteuses

Comment expliquer le ralliement — même provisoire — à la campagne antigorbatchevienne aux côtés de la République démocratique allemande (RDA), même si cette dernière est un allié commercial privilégié ? Castro est d'habitude plus prudent, quelles que soient ses désaccords. Il parie vraisemblablement sur la chute de Gorbatchev, ou du moins sur un échec de sa politique actuelle qui l'obligerait à en rectifier le cours. Il pense probablement avoir intérêt, sur le plan international, à renforcer le camp des opposants pour riposter aux agressions dont Cuba est victime. Ses attaques contre la Pologne et la Hongrie ne sont pas gratuites : la polémique avec ce dernier pays s'est envenimée publiquement (27) après la modification unilatérale par des entreprises hongroises, des conditions de leurs échanges commerciaux avec Cuba, et l'augmentation des prix de 20 % d'une année sur l'autre. De telles initiatives font craindre au gouvernement cubain un éclatement des accords conclus dans le cadre du Comecon.

La provocation que représente pour la diplomatie soviétique, la reconnaissance par Castro de la livraison d'armes au Nicaragua (28), après l'engagement de Moscou de suspendre ses livraisons propres (29), est un défi pour Gorbatchev qui ne peut négliger le poids et l'influence de Cuba, non seulement dans le Tiers-monde, mais dans d'autres partis communistes. Mais les marges de manœuvre de la direction castriste ne lui permettent pas de répéter très souvent de tels gestes.

L'ultime avertissement

Les événements d'octobre 1989 en RDA, l'un de ses alliés les plus fidèles, devraient faire méditer Castro sur l'évolution irréversible des sociétés bureaucratiques. D'autant plus que la direction du PC est-allemand n'est pas suspecte d'hétérodoxie aux yeux des Cubains. L'exil de secteurs significatifs de la jeunesse d'Allemagne de l'Est s'explique par le mal de vivre dans une société politiquement immobile et culturellement anesthésiée. Il ne sert à rien d'incriminer, à Cuba, les substituts de révoltes que sont le rock ou les blue jeans, ou de s'en prendre aux "éléments antisociaux", si le régime n'est pas à même d'offrir d'autres perspectives. Pour mobiliser la jeunesse qui représente plus de la moitié de la population il faut désormais autre chose que le travail volontaire et les micro-brigades.

Dans un pays comme Cuba, qui proclame sa volonté de construire le socialisme, de résister et de survivre dans un environnement défavorable, au moins pour quelques années, l'épanouissement des nouvelles générations et la mise au service de la révolution de leur potentiel de révolte nécessitent que soient abolies les vieilles méthodes, les vieux schémas et les privilèges matériels mais aussi politiques de cette caste que la direction du PCC dénonce. Avant qu'il ne soit trop tard, le vieux leader devrait sans plus tarder, s'il ne veut pas être balayé, mettre à profit la rectification pour rectifier son propre pouvoir qui se nécrose.

Tôt ou tard, comme ailleurs, des milliers de jeunes dénonceront la gérontocratie. Ils affirmeront leur propre force collective. Les jeunes qui, en RDA comme en Chine, chantaient l'*Internationale* et brandissaient des drapeaux rouges, incarnent la seule alternative à la crise du socialisme que dénonce Fidel Castro, et qui n'est jamais qu'une crise de la gestion bureaucratique. C'est à leurs côtés que Cuba pourra retrouver le souffle révolutionnaire qui est la condition de sa survie.

12 octobre 1989

24) Carlos Franqui, *Vie, aventures et désastres*.

25) Edition internationale de Granma, 13 août 1989.

26) Voir *Nacía*, Cuba après Fidel, Ph. Brenner, mars/avril 1988.

27) *Granma*, 1er septembre 1989.

28) *Le Monde*, 5 octobre 1989.

29) *Le Monde*, 6 octobre 1989.



Glasnost et crise des partis communistes



NOUS définissons la glasnost comme le processus de changements politiques en cours en Union soviétique, qui élargit — en pratique — le champs d'exercice des libertés démocratiques.

Ce processus combine les effets des réformes politiques "par en haut", avec le recul de la répression et de l'intimidation, avec la tolérance de fait d'activités et d'initiatives autonomes "par en bas", y compris celles non conformes à la législation en vigueur.

L'attitude des PC

Les directions des partis suivants, entre autres, l'approuvent, même si c'est pour des motifs différents : celle du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), de la Ligue des communistes de Yougoslavie, des Partis communistes (PC) hongrois, polonais, italien, français (avec des réticences), grec, espagnol, suédois, finlandais, britannique, néerlandais, turc, danois, belge, suisse, argentin, brésilien, mexicain (qui n'existe plus formellement mais opère au sein du parti de Cardenas), chilien, colombien, uruguayen, australien, libanais.

Les partis communistes d'Allemagne occidentale (DKP), de Syrie et d'Israël s'abstiennent de toute critique publique de la glasnost. On sait que la majorité de leurs dirigeants y sont en réalité opposés. Certaines des directions des PC qui appuient la glasnost, le font davantage par tradition d'appui inconditionnel à tout ce qui se passe en URSS, que par conviction réelle. Cela provoque des tensions avec des partisans plus sincères de la glasnost, ce qui pourrait aboutir à une scission tant au sein du DKP que du PC danois, voire du PC grec.

En revanche, la glasnost est rejetée par la direction officielle du Parti communiste chinois, du Parti socialiste unitaire (SED) de la République démocratique allemande (RDA), du Parti communiste vietnamien (1), du PC roumain, tchécoslovaque, cubain, bulgare (de manière plus modérée), japonais, du Parti communiste marxiste indien (CPI-m), des PC nord-coréen, albanais, portugais, ainsi que par la plupart des groupes pro-albanais et semi-maoïstes.

L'attitude du Parti communiste des Etats-Unis est hésitante : il ne se prononce ni dans un sens, ni dans un autre. Nous ignorons la position de ce qui subsiste du Parti Toudéh d'Iran, ainsi que

LE PRETENDU "mouvement communiste international" est, aujourd'hui, plus profondément divisé qu'il ne le fut à aucun moment de son histoire.

Avant tout, c'est l'attitude des partis communistes à l'égard de la glasnost, qui sert de révélateur à cette crise.

Ernest MANDEL

celle du Parti communiste des Philippines. Le Parti communiste d'Afrique du Sud semble profondément divisé à ce sujet, bien qu'il paraisse approuver Moscou, comme toute sa tradition lui dicte.

La situation se complique du fait que plusieurs de ces PC comptent en leur sein, y compris dans leur appareil, des minorités substantielles qui ne partagent pas la position de la majorité. C'est notamment le cas des minorités conservatrices au sein de la direction du PCUS, du PC hongrois et du PC polonais, de la minorité "réformatrice" au sein du PC chinois, et de la tendance Dubcek du PC tchécoslovaque. Celle-ci n'est pas formellement membre du PCT, mais s'appuie sur des centaines de milliers d'ex-membres, exclus à l'époque de la "normalisation", qui réclament leur réintégration dans le parti. Des minorités pro-Gorbatchev existent également au sein des PC roumain, bulgare et du SED, mais sont d'une taille plus réduite.

D'autre part, il faut tenir compte du fait que les différenciations à la base ne recoupent pas nécessairement celles du sommet. Des tendances nettement plus "à gauche" se dégagent ainsi au sein de

plusieurs PC, notamment du PC grec (KKE), à côté de tendances nettement néo-social-démocrates, qui sont encore plus engagées dans cette voie que les directions d'une série de parti communistes.

Un autre révélateur est l'attitude à l'égard de la répression sanglante de la Commune de Pékin, par la fraction de Deng Xiaoping. Là encore, la division est profonde. Elle recoupe en grande partie, mais non totalement, l'attitude à l'égard de la glasnost. Dans le camp de ceux qui ont condamné les massacres de la place

Tiananmen se placent presque tous les partis favorables à la glasnost, plus le PC japonais. Mais en URSS, la direction gorbatchévienne du PCUS a eu une attitude des plus réservées, tandis que le "non" sans réserves a été le fait de l'aile radicale. Le PC des Etats-Unis n'a pas condamné la répression et a donc glissé, dans ce cas, vers le camp des conservateurs néo-staliniens. Le PC cubain s'est tu sur la question.

Le dogme du parti unique

Il y a un troisième révélateur tout aussi significatif : l'attitude à l'égard du dogme du parti unique. De nouveau, presque tous les PC pro-glasnost rejettent ce dogme, à l'exception notable de la direction gorbatchévienne elle-même, du moins en ce qui concerne l'URSS. Mais au sein du PCUS, ce sont, encore une fois, les radicaux qui le rejettent. Un nombre croissant de gorbatchéviens commencent également à le remettre en question. Le PC japonais le rejette à son tour. Les PC anti-glasnost sont partisans du dogme du parti unique, y compris le PC cubain.

Vu la simultanéité de ces prises de positions et leurs implications politiques, il paraît justifié de parler d'un véritable combat fractionnel qui est en train de se dérouler au sein dudit "mouvement communiste international". Sans doute ne s'agit-il pas (encore ?) d'une lutte de fraction organisée. Mais des consultations "informelles" se multiplient. Les conservateurs de tous les PC mentionnés désirent la suppression de la glasnost en URSS, qui les gêne énormément dans leur propre parti et/ou pays. Qu'ils intriguent ou non en liaison avec la tendance Ligatchev/Tcherbrikov/Zaikov (du



1) Les informations se sont multipliées à ce propos, depuis plusieurs mois. L'*International Herald Tribune*, du 7 septembre 1989, les confirme en se référant à un discours du secrétaire général Nguyen Van Linh, et à un article paru dans l'organe central du parti, *Nhans Dan*.

PCUS), pour éliminer Gorbatchev de la direction du PCUS, ou pour le mettre "hors d'état de nuire", dépend de chaque cas particulier.

Le choix de la glasnost comme révélateur des principales divergences au sein du prétendu "mouvement communiste international" n'est ni arbitraire, ni unilatéral. Il n'y a guère d'opposition à la perestroïka économique au sein des PC et fractions anti-glasnost au pouvoir, bien au contraire. Les PC "conservateurs" s'en déclarent partisans enthousiastes. Ils l'appliquent d'ailleurs dans leur propre pays (2).

De même, les projets de "solution pacifique des conflits régionaux" en collaboration avec l'impérialisme, y compris l'abandon de l'aide aux mouvements de libération qu'ils impliquent, sont approuvés pratiquement par tous les PC anti-glasnost (3). Dès lors, c'est la glasnost qui apparaît comme la véritable source de clivage. En laissant de côté le cas du PC albanais, dont la direction commence d'ailleurs à opérer une ouverture prudente vers la Communauté économique européenne (CEE), la seule exception substantielle est représentée par le PC cubain, dont l'opposition à la glasnost se combine avec un rejet des compromis accentués à l'égard de l'impérialisme, et du rejet d'un recours majeur aux mécanismes du marché.

Trois tendances

En simplifiant, on pourrait dire qu'il y a trois tendances internationales se réclamant du communisme à un titre quelconque : la tendance pro-Gorbatchev qui dit oui à la glasnost, oui à la perestroïka et oui aux "accords régionaux" en collaboration avec l'impérialisme ; la tendance conservatrice, qui dit non à la glasnost, oui à la perestroïka, et oui aux "accords régionaux" ; et la tendance marxiste-révolutionnaire qui dit oui à la glasnost, non à la perestroïka, et non aux "accords régionaux".

Le fait que c'est avant tout la glasnost qui divise si profondément ledit "mouvement communiste international" a des racines plus profondes. Les sociétés post-capitalistes bureaucratisées (les Etats ouvriers bureaucratisés) traversent une crise sociale d'une gravité exceptionnelle. Tout le monde en est conscient, dans ces pays comme à l'étranger. La faillite de "l'économie et de la politique du commandement", c'est-à-dire de la dictature bureaucratique, sous toutes ses variantes, est manifeste. Elle s'accompagne d'une crise idéologique et morale non moins profonde. Tout le monde se pose dès lors la question : comment a-t-on pu en arriver là ? Comment peut-on redresser la barre ? Comment peut-on s'en sortir ? Est-ce le socialisme qui a fait faillite, et sinon, quoi ?

La glasnost, c'est le début d'un débat franc et ouvert autour de ces questions-clé. C'est une pré-condition absolue pour la recherche et la découverte d'une issue adéquate. Dans la mesure où ce

débat remet inévitablement en cause la nature même de la bureaucratie, de son pouvoir, de ses privilèges, de ses principaux ressorts idéologiques, toutes les fractions de la bureaucratie sont opposées à une glasnost intégrale. Les divergences portent sur les limites à imposer à ce débat quant aux causes et aux remèdes de la crise.

Mais justement, le système sociopolitique de la dictature bureaucratique, tel qu'il fonctionnait dans les faits en URSS et dans les sociétés similaires, et son identification avec le socialisme, ont été, depuis plus de soixante ans, la base de l'identité de tous les partis communistes dans le monde.

Certes, cette "unité de fer" a été mise à l'épreuve dès la victoire de nouvelles révolutions socialistes (Yougoslavie, Chine, Cuba, Vietnam, Nicaragua) qui ont donné aux PC de ces pays (et aux sandinistes) une base matérielle et politique indépendante du Kremlin. Certes, le développement de l'"eurocommunisme" et de phénomènes analogues, après l'écrasement du Printemps de Prague, a également ébranlé cette identité. Néanmoins, en gros, à l'exception possible du PC italien (et encore), l'URSS, le "socialisme réellement existant", le "camp socialiste", sont restés un élément de référence pour la grande majorité des cadres des PC, même si l'allégeance n'était plus exempte de critiques quelquefois acerbes. Et même les critiques les plus durs ne se privèrent pas de répéter que, tout de même, Khrouchtchev (XXe congrès) et Gorbatchev (glasnost, perestroïka) étaient sortis des rangs du PCUS.

Or, les révélations et la dynamique de la glasnost frappent cette référence et cette identité dans ce qu'elle avait de plus sacré. Il existe de terribles injustices, inégalités, et misères sociales, ainsi que de graves phénomènes d'op-

pression en URSS. Des crimes non moins terribles y ont été commis. Voilà ce que la glasnost a permis de révéler, de dénoncer, de combattre. C'est un coup d'une gravité exceptionnelle pour tous les PC. Leurs divisions portent essentiellement sur la manière d'encaisser ce coup.

Les uns font contre mauvaise fortune bon cœur. Ils espèrent que le redressement qui pourrait s'opérer en URSS, grâce à Gorbatchev, les débarrassera de leur peine. La vieille légitimité perdue du "socialisme réellement existant" pourrait être remplacée par une nouvelle légitimité, due à un "socialisme à visage humain en voie de construction".

Les "acquis" du stalinisme

Les autres s'efforcent, au contraire, de nier ou de minimiser la crise, afin d'éviter les répercussions dans leurs propres pays et/ou partis, de sa révélation et des efforts pour la dépasser. Ils insistent donc de façon appuyée sur "les acquis positifs" des ères Staline et Brejnev. Ils s'opposent avec acharnement aux révélations qui font mal. Ils continuent à défendre, contre vents et marées, les mythes du "socialisme réellement existant" et "du parti infaillible". De là, leur hostilité farouche à l'égard de la glasnost.

Mais nier la gravité de la crise du système qui a frappé l'URSS, l'Europe de l'Est, la République populaire de Chine, c'est nier l'évidence. S'opposer à sa révélation, c'est s'opposer à une discussion franche sur ses origines, ses causes profondes, et les moyens de la surmonter. C'est une bataille d'arrière-garde historiquement vouée à un échec certain, même si elle peut marquer temporairement des points, comme ce fut le cas en Chine, après l'écrasement sanglant de la Commune de Pékin. ■

Ni une lutte "droite contre gauche", ni une lutte de "révisionnistes" contre "défenseurs du marxisme-léninisme"

LES DEUX CAMPS qui s'opposent au sein du "mouvement communiste international" ne sont pas l'un "plus à droite", plus "révisionniste" et plus "pro-impérialiste" et l'autre "plus à gauche", plus "orthodoxe marxiste-léniniste" ou plus "anti-impérialiste". Pour arriver à cette conclusion, nous appliquons la règle d'or établie par Karl Marx en matière politique : il faut juger les gens et les tendances non pas en fonction de ce qu'ils disent, et notamment de ce qu'ils disent d'eux-mêmes, mais en fonction de ce qu'ils font. A la lumière de ce critère, le jugement que nous venons de formuler s'appuie sur des preuves solides.

La fraction de Deng Xiaoping n'a pas cessé un seul jour, y compris le jour du

massacre de la place Tiananmen, de collaborer étroitement (y compris sur le plan militaire) avec l'impérialisme. En fait, une station radar pour capter des signaux provenant d'URSS fonctionne en Chine, dirigée en commun par les Américains (Pentagone et CIA) et les Chinois. La même fraction n'a pas cessé d'ap-

2) Voir notamment une déclaration d'un théoricien du SED, affirmant qu'il faudrait être "frappé de démence" pour s'opposer à la perestroïka en URSS (interview accordée à la *Wochenzeitung* de Zürich, du 1er septembre 1989). Des réformes du type perestroïka ont été appliquées au Vietnam, en Bulgarie, etc.

3) Ajoutons que la collaboration économique entre l'URSS d'une part, et la Chine populaire et la Corée du Nord d'autre part, s'étend considérablement dans le cadre de la perestroïka. Selon la *Pravda* du 6 juillet 1989, soixante-dix complexes industriels fournissant plus de 25 % de toute la production industrielle de la République démocratique de Corée fonctionnent actuellement avec l'aide soviétique.

puyer des régimes pro-impérialistes parmi les plus répressifs dans les pays du tiers monde, comme elle appuya le régime Zia au Pakistan. Elle collabore militairement avec la dictature thaï. Elle était impliquée dans des fournitures d'armes aux contras du Nicaragua. En quoi ces comportements seraient-ils plus "anti-impérialistes" que ceux de Gorbatchev et de ses alliés ?

Le régime de Ceausescu, en Roumanie, est celui d'Europe orientale qui a le plus systématiquement collaboré avec l'Etat sioniste. Le régime de Honecker, en RDA, est celui qui est le plus intégré dans la Communauté économique européenne (CEE). Il reçoit d'importants subsides de l'impérialisme ouest-allemand. Les "réformateurs" de Hongrie et de Pologne seraient heureux s'ils recevaient une aide proportionnellement comparable.

Le rejet de la glasnost

Le refus de la glasnost, notamment le rejet du droit de grève, de la liberté d'association, de la liberté des travailleurs de constituer des syndicats et d'autres organismes d'auto-défense de leur choix ; le rejet de la liberté d'expression, du pluralisme culturel, de la liberté de manifester, ne sont en rien "orthodoxes" du point de vue marxiste. Cela représente une révision fondamentale du marxisme. Identifier ces libertés-là avec la "démocratie bourgeoise", c'est s'opposer à toute la tradition marxiste en la matière, à commencer par les points de vue clairement exprimés par Marx et Engels.

La démocratie est bourgeoise, lorsqu'elle fonctionne pour protéger et défendre le pouvoir et la propriété d'une classe bourgeoise. Il serait difficile de démontrer que le pluralisme politique et le débat idéologique en URSS remplissent, aujourd'hui, cette fonction. Il serait encore plus difficile de démontrer que le droit de grève et la liberté syndicale défendent la propriété capitaliste. L'idée

avouée par Ligatchev, selon laquelle la pluralité de partis serait équivalente à la démocratie bourgeoise, révisé non seulement des positions clairement exprimées par Marx, Engels et Lénine (au moins jusqu'en 1920), mais déforme aussi l'Histoire.

La Commune de Paris était-elle donc une démocratie bourgeoise ? Pourtant, il y avait pluralité de partis. La Russie des Soviets de 1918 à 1921 était-elle donc une démocratie bourgeoise ? Pourtant, il y existait aussi une pluralité de partis, et cela, en pleine guerre civile. Le Nicaragua est-il une démocratie bourgeoise ? Pourtant, là encore, le pluralisme de partis est présent.

Un exemple probant est offert par la liberté de la presse. Celle-ci est au service de la bourgeoisie lorsque la bourgeoisie détient le capital nécessaire pour acheter, corrompre, manipuler la presse et les médias. Comme ce pouvoir n'est jamais total sous un régime où existe la liberté de la presse — ce qui n'est pas le cas sous une dictature — et que les travailleurs peuvent aussi jouir de cette liberté, fut-ce de manière restreinte, le mouvement ouvrier a intérêt à défendre même la liberté de la presse bourgeoise, contre les tentatives de la restreindre ou de la supprimer.

Mais lorsque la bourgeoisie a perdu son pouvoir économique et politique, lorsque le pouvoir du capital se s'empare des imprimeries, de la radio et de la

que les conservateurs du camp anti-glasnost ne se prononcent pas seulement pour une restriction — voire une suppression — du pluralisme politique, contre la liberté de la presse, d'association, de manifestation. Ils se prononcent également, et sans réticences, contre la liberté syndicale et le droit de grève (voir notamment l'interview accordée par le chef de file des conservateurs hongrois à l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 21 août 1989). Les déclarations de Ligatchev et de Tchebrikov ne sont pas moins éloquentes. Et même Fidel Castro n'hésite pas à affirmer que les impérialistes se réjouissent des grèves en Union soviétique, et que celles-ci seraient donc, en quelque sorte, "anti-socialistes" (4). On voudrait bien connaître les capitalistes qui se réjouissent de la grève des mineurs soviétiques... ou des grèves actuelles en Pologne. Toutes les informations dont nous disposons prouvent plutôt le contraire.

Staliniens, panslavistes, et anti-modernistes

Pire : les plus actifs parmi les conservateurs en URSS, notamment la fameuse Nina Andreeva, adoptent des positions chauvines grand-russes et antisémites, claires et publiquement affichées (voir son interview dans le *Washington Post International Herald Tribune* du 2 août 1989). Ces positions seraient-elles moins révisionnistes que celles de Gorbatchev ?

En outre, cette aile est ouvertement stalinienne. Elle minimise, sinon justifie, les crimes de Staline, les grandes purges des années 1934-1939 et 1945-1952, ou la répression militaire contre les travailleurs hongrois, en 1956 (5). Un grand portrait de Staline était affiché au dernier congrès du Parti communiste marxiste indien (CPI-m). Un groupe d'anciens policiers et gardes-chiourmes staliniens a réalisé un film intitulé *Staline est avec nous*, pour appuyer Nina Andreeva (*El Pais*, 20 août 1989). Le congrès du "Conseil

uni de Russie" qui s'est tenu à Moscou, les 8-9 septembre 1989, réunissait à la fois des conservateurs de l'appareil, des admirateurs de "l'autorité forte" symbolisée par Staline, des panslavistes anti-modernistes et anti-occidentaux traditionnels, et des anti-marxistes féroces d'extrême droite, y compris des semi-fascistes (*Le Monde* du 16 septembre 1989).

Cette jonction significative est sym-



télévision a disparu, la liberté de la presse cesse d'être au service de la bourgeoisie pour devenir une liberté des masses populaires. Il s'agit alors de garantir l'accès de tous les travailleurs et travailleuses à la presse et aux médias, comme l'exigeait Lénine. Nous disons bien de tous les travailleurs, et non seulement de ceux et celles qui s'expriment comme le désirent les dirigeants du Parti ou d'institutions quelconques.

Dans ces conditions, restreindre la liberté de la presse n'est pas réprimer la bourgeoisie, mais réprimer le prolétariat et les masses laborieuses.

Le contenu social de la glasnost se révèle de manière d'autant plus claire,

4) Toutes les références au discours de Fidel Castro du 26 juillet 1989 sont extraites de *Granma Weekly Review* du 6 août 1989.

5) Cette même apologie de la répression de 1956 et 1968 se retrouve chez les "conservateurs" tchécoslovaques et hongrois, ainsi que chez ceux de la RDA.

bolisée par la personne d'Alexandre Zinoviev, le satiriste anti-soviétique virulent qui, dans une interview retentissante accordée aux *Nouvelles de Moscou* (du 13 août 1989), exhale à la fois sa haine du socialisme et de la démocratie, et affirme que l'époque de Staline fut, tout de même, "une grande époque". Lui aussi,

accuse Gorbatchev de vouloir "occidentaliser" la société soviétique. Il appelle de ses vœux un autre régime volontariste, stalinien.

En quoi ce cocktail répugnant a-t-il un quelconque rapport avec "la gauche", "l'orthodoxie marxiste" ou la "défense du socialisme" ? ■

Les positions du Parti communiste cubain

LE PC CUBAIN occupe une position à part. La révolution cubaine n'a pas connu, jusqu'ici, un degré de bureaucratisation comparable à celui de l'URSS, de la République populaire de Chine et des pays de l'Europe orientale. Cela résulte d'une dialectique particulière entre les origines de cette révolution, ses acquis sociaux principaux — remarquables à tout point de vue — le rôle de la direction cubaine et le maintien d'une participation des masses au processus de construction d'une société nouvelle, même si son ampleur fluctue et reste dans des domaines limités. Fidel Castro continue de jouir d'un prestige réel auprès des masses. De plus, la révolution cubaine est en butte à une agression économique permanente de la part de l'impérialisme, ainsi qu'à une menace militaire qui n'a jamais cessé. Seule la révolution nicaraguayenne se trouve dans une situation encore plus menacée.

Dans ces conditions, le devoir du mouvement ouvrier international et le devoir des marxistes révolutionnaires est, plus que jamais, de défendre la révolution cubaine contre l'impérialisme et ses relais régionaux. Il est aussi celui de dénoncer les pressions économiques que Gorbatchev exerce sur la direction cubaine pour l'amener à accepter les "accords régionaux" et adapter partiellement son système économique à la perestroïka. Ces pressions sont inacceptables, même si elles n'iront sans doute pas jusqu'à une suppression radicale de l'aide (6).

Cela reste valable, indépendamment de ce qu'on pense du cours du PC cubain ou des mesures concrètes prises par la direction cubaine. Si nous sommes en désaccord avec certaines de ces mesures et de ces attitudes (7), il faut en tout cas souligner le fait que seul, parmi toutes les composantes dudit "mouvement communiste international", le PC cubain allie son opposition à la glasnost à une condamnation d'un recours excessif aux mécanismes de marché. Cette opposition nous est sympathique, même si nous sommes d'avis que la solution de rechange proposée (le recours au travail volontaire) est insuffisante et, à la longue, irréaliste.

Par ailleurs, nous appuyons sans réserves les critiques à peine voilées de la

direction cubaine à l'égard des propositions de "solution des conflits régionaux" aux dépens des mouvements de libération de ces régions. Mais nous exprimons également la crainte que le PC cubain lui-même ne finisse par accepter de telles "solutions", au moins dans le cadre de l'Amérique latine.

Aussi longtemps que la séparation de l'Etat et du Parti n'est pas réalisée, les besoins de la *realpolitik* gouvernementale dictent les attitudes du Parti, contrairement à ce qui se passa en Russie soviétique sous Lénine. La direction cubaine dit d'ailleurs déjà ouvertement, contrairement à ce que pensait le "Che", que la révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour en Amérique latine.

Mais la défense de la révolution cubaine ne peut se faire avec une attitude d'admiration béate et a-critique, comme celle qu'ont adoptée, à l'époque, les "amis de l'URSS" ou les "amis de la Chine". Critiquer ce qui est erroné dans le comportement de la direction cubaine ne nuit pas à Cuba. Cela sert la révolution.

Castro contre la glasnost

Or, de ce point de vue, les attaques ouvertes de Fidel Castro et de la direction cubaine contre la glasnost, c'est-à-dire contre le processus de démocratisation partielle en cours en URSS, sont contraires aux intérêts du prolétariat soviétique, du prolétariat international et à ceux de la révolution cubaine et des masses laborieuses de Cuba. Elles risquent de provoquer une grave crise de légitimité de la direction cubaine elle-

même aux yeux d'une partie de ces masses, surtout des jeunes.

Ces attaques, déjà présentes dans le discours que Fidel Castro prononça le 26 juillet 1989 (8), ont débouché sur l'interdiction de la diffusion de deux organes soviétiques à Cuba, *Les nouvelles de Moscou* et *Sputnik* (éditions en castillan). Ce sont des mesures qu'il faut condamner sans réserves. Elles risquent de placer Fidel Castro et la direction du PC cubain dans une alliance de fait avec les tendances conservatrices au sein du "mouvement communiste international", c'est-à-dire les tendances les plus rétrogrades, les plus corrompues et les plus répressives à l'égard des masses (9).

Pour justifier l'interdiction de la diffusion de ces deux organes soviétiques à Cuba, l'organe du PC cubain, *Granma*, affirme qu'ils prônent les méthodes capitalistes dans le domaine économique, qu'ils défendent la démocratie bourgeoise et les "valeurs bourgeoises", qu'ils déforment le passé, et qu'ils risquent, ainsi, d'influencer négativement une partie de la jeunesse cubaine.

Déformer le passé ?

L'accusation de "déformer le passé" constitue une allusion transparente à la dénonciation systématique des crimes de Staline. Fidel Castro parle, à ce propos, des "erreurs" commises par les PC au pouvoir. L'assassinat d'un million de communistes, et notamment de 90 % des commandants de l'Armée Rouge, était-il une simple "erreur" ? Pour des raisons d'opportunité politique, faudrait-il continuer à cacher l'ampleur des crimes de Staline ?

L'accusation selon laquelle *Les Nouvelles de Moscou* prônent des méthodes capitalistes dans le domaine économique est déplacée (10). Tout au plus, peut-on dire que cet hebdomadaire publie quelques articles favorables à certains mécanismes capitalistes, comme il en publie d'autres qui remettent en question la légitimité de la révolution d'Octobre. Mais nous n'en avons pas lu un seul qui prônerait la restauration du capitalisme.

Cependant, à côté de ces articles, on en trouve beaucoup d'autres qui disent exactement le contraire. La vérité, c'est que la direction cubaine interdit un or-

6) Rappelons, pour mémoire, que la direction Khroutchev avait supprimé totalement, du jour au lendemain, toute aide économique et militaire à la République populaire de Chine, ce qui a eu des effets désastreux pour l'ensemble du mouvement "communiste" et du mouvement de masse du Tiers-monde, avant tout en Asie et en Afrique, divisant les PC, provoquant les réalignements que l'on sait de la direction maoïste. Rappelons aussi que la direction brejnevienne est même allée jusqu'à pointer des armes nucléaires sur les grandes villes chinoises. Rappelons également le scandale de "l'aide au compte-goutte" accordée par le Kremlin pendant la guerre d'Indochine. Toutes ces trahisons dépassent, en ampleur et en effets pratiques, ce que Gorbatchev fait aujourd'hui.

7) Voir l'article de Jannette Habel p. 10.

8) Il va même jusqu'à évoquer la possibilité d'une "grande guerre civile" en URSS, voire d'une désintégration de ce pays.

9) Citons l'exemple de Ceaucescu en Roumanie, qui a établi un véritable régime de népotisme. La majorité de la po-

pulation laborieuse manque des biens essentiels, et ne reçoit même pas de quoi se chauffer pendant l'hiver. Mais ce despote accorde la priorité absolue au remboursement de la dette à l'égard des pays capitalistes, en forçant les exportations et même une politique d'investissements de luxe, ostentatoire et de prestige qui est scandaleuse. C'est sans doute une autre preuve d'"orthodoxie communiste".

Le vice-président de la République populaire de Chine, Wang Zhen, n'hésite pas, quant à lui, à appeler "à éradiquer totalement (...) les bourgeois libéraux, émeutiers, et contre-révolutionnaires (...), en supprimant un grand nombre, les tuer ou les rééduquer selon les cas, en envoyant un grand nombre en camp de travail" (*Le Monde* du 31 août 1989).

10) Derrière cette thèse, il y a l'identification par Fidel Castro des rapports marchands/monétaires (qui subsistent d'ailleurs également à Cuba), avec des "méthodes capitalistes", ce qui est faux du point de vue théorique. Les rapports marchands ont existé longtemps avant le capitalisme, sans y conduire automatiquement, et ils subsisteront longtemps après la disparition du capitalisme.

gane de débat et de discussion, et non un organe pro-capitaliste (11).

Affirmer que *Les Nouvelles de Moscou* défendent "la démocratie bourgeoise" est tout aussi faux. Nous l'avons déjà dit : lutter pour la liberté d'expression, pour le pluralisme politique et idéologique, pour le libre débat d'idées, n'a rien à voir avec un combat pour la "démocratie bourgeoise".

La thèse inverse présuppose l'omniscience et l'infailibilité de la direction. Elle semble percer dans une formule utilisée par *Granma* du 9 juillet 1989, commentant l'exécution d'Ochoa : "*Lorsque le parti parle, pas une seule parole, ni une seule virgule ne s'écartera de la vérité*".

Un parti infailible ?

Le malheur, c'est qu'au cours des années 70, ce parti proclama la valeur des "*mécanismes marchands*"; aujourd'hui, il les condamne comme "*méthodes capitalistes*". Encore récemment, le Parti condamna comme "*calomnie impérialiste*" toute critique contre le ministère de l'Intérieur (c'est-à-dire la police). Aujourd'hui, il dénonce bruyamment les abus de ce même ministère.

Récemment, un éditorial de *Granma* du 10 septembre 1989, va jusqu'à affirmer l'existence d'une "caste bureaucratique" à Cuba. Il n'y a pas longtemps, des militants communistes cubains qui exprimèrent une critique bien plus modérée dans des documents non publics, ont été emprisonnés.

La correction de ces erreurs n'aurait-elle pas été plus facile si on avait laissé s'exprimer librement les critiques et si on avait librement débattu de leurs opinions ?

Dans son discours du 26 juillet 1989, Fidel Castro affirme que "*le socialisme est une science pour gagner le peuple à cette grande cause*". Mais la science n'est jamais achevée une fois pour toutes. Elle est toujours ouverte à de nouveaux problèmes. Pour avancer, elle nécessite l'expérimentation pratique, la confrontation d'interprétations différentes d'une réalité sans cesse changeante. Comme l'a dit Engels, dans une lettre envoyée à la direction de la social-démocratie allemande : la science ne peut se développer qu'à travers la discussion libre. C'est pourquoi, il condamna sévèrement la tentative de cette direction d'introduire la censure et la suppression de textes dans ses propres publications. Qu'aurait-il dit de l'interdiction d'organe d'un "parti frère" ?

Pour qu'on pense que des journaux pourraient faire basculer une partie de la jeunesse cubaine dans le camp pro-impérialiste, il faut qu'on ne croie plus que les arguments de la révolution soient capables de neutraliser les arguments de la contre-révolution, et qu'on estime que des mesures administratives (l'interdiction, la répression) constituent le seul moyen efficace de combattre des idées fausses. Cela reflète une perte de confiance dans la supériorité de la pen-

sée et de la propagande révolutionnaires, par rapport à la pensée et à la propagande bourgeoises. Cela reflète une perte de confiance dans la capacité des masses et de la jeunesse de séparer le vrai du faux, la justice de l'injustice, leurs intérêts propres de ceux des exploités et oppresseurs (12).

Au cours des années 60, lors de la lutte contre la fraction d'Anibal Escalante, les positions anti-staliniennes et anti-bureaucratiques de Fidel Castro atteignirent leur paroxysme. Il prononça, alors, un discours au titre frappant : "La révolution doit être une école de pensée sans entraves".

Ce n'était pas une position "normative" ni "utopique", mais éminemment pratique, qui correspond aux intérêts de la défense de la révolution, et permet une plus grande efficacité dans la construction du socialisme. Mais, aujourd'hui, les entraves à la liberté de pensée se multiplient à Cuba. On essaye même de les justifier théoriquement. L'abandon de la thèse correcte d'antan, en faveur d'une thèse substitutionniste, représente une régression idéologique pénible — à la longue suicidaire — pour la direction du PC cubain.

Castro semble maintenant placer le danger de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat cubain au centre de



ses préoccupations. Mais il rejette la glasnost, la démocratisation pluraliste, le contrôle institutionnalisé des masses à tous les niveaux, économique, politique et social. Pour éliminer ce danger, il ne lui reste, dès lors, que le recours à la lutte bureaucratique (administrative, répressive) contre la bureaucratie, avec tout au plus des interventions ponctuelles et téléguidées des masses. C'est courir à un échec certain, comme on l'a vu en URSS et en République populaire de Chine. ■

Les forces sociales en présence

LA LUTTE de fraction entre l'aile "réformiste" et l'aile "conservatrice" des PC au pouvoir est une lutte inter-bureaucratique. Elle recoupe, pour l'essentiel, une différence de jugement et de choix politique sur les moyens les plus adéquats pour sauver le régime bureaucratique dans ces pays.

Mais cette lutte inter-bureaucratique est imbriquée dans des conflits sociaux qui opposent, dans la plupart de ces pays (Cuba et le Nicaragua sont des cas à part), quatre principales forces sociales :

— Les sommets de la bureaucratie (la nomenklatura) qui jouissent d'énormes privilèges matériels et s'appuient sur une large couche de bureaucrates moyens et petits, moins privilégiés. Aussi bien les "gorbatchéviens" que les "anti-gorbatchéviens" ont leurs assises dans la nomenklatura. Mais la majorité des bureaucrates est anti-gorbatchévienne et surtout anti-glasnost (13).

— Les masses laborieuses, pour l'essentiel salariées, mais comportant encore une majorité de petits paysans, comme en Chine et au Vietnam.

— Les forces petites bourgeoises et les premiers noyaux de bourgeoisie moyenne, tant à la campagne que dans les villes.

— Les "nouvelles classes moyen-

nes" salariées, c'est-à-dire l'intelligentsia qui est d'un poids réel, surtout en URSS, en RDA et en Tchécoslovaquie, mais aussi, dans une moindre mesure, dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés et à Cuba.

Cette façon d'aborder les conflits en cours en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés privilégie, comme il se doit pour une analyse marxiste, les intérêts réels des forces sociales en présence par rapport à l'aspect idéologique, voire déclamatoire, des positions politiques. Cela n'implique nullement une sous-estimation du rôle de l'idéologie dans la lutte politique.

En codifiant la politique de progres-

11) Paradoxalement, dans son discours du 26 juillet 1989, Fidel Castro affirme : "*Sommes-nous témoins d'une transition pacifique du socialisme au capitalisme ? C'est possible ; nous ne sommes pas contre*". Quant à nous, nous pensons, au contraire, que ce n'est pas possible — tout comme est impossible une transition graduelle du capitalisme au socialisme — et qu'en tout cas, il faut être contre une telle transition.

12) Le chef du PC tchécoslovaque, Jakes, a affirmé dans une interview accordée au quotidien espagnol *El País* (30 juillet 1989) que 99 % de la population est contre les idées de Vaclav Havel et de la Charte 77. Si c'est vraiment le cas — ce qui est loin d'être prouvé ! — pourquoi alors craindre et interdire leur diffusion ? En quoi cette diffusion "impose"-t-elle quoi que ce soit, à qui que ce soit ?

13) Une bonne étude de Peter Reddaxay (*New York Review of Books* du 17 août 1989) confirme que la majorité des bureaucrates sont très hostiles à la glasnost, et au fond, hostiles à Gorbatchev. Voir aussi une étude similaire dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 29 septembre 1989.

sion graduelle néo-social-démocrate, qui était déjà de mise dans les PC depuis des décennies ; en semant des illusions sur la nature potentiellement "pacifique" de l'impérialisme ; en laissant entrevoir la possibilité de régler les principales contradictions de notre époque, non pas par la lutte de classe mais par la collaboration de classe ; en chantant les louanges sans réserves du marché, la "nouvelle façon de penser" de Gorbatchev, et surtout de l'aile carrément anti-marxiste de ses conseillers, apporte de l'eau au moulin de la social-démocratie internationale, voire de l'offensive néo-libérale de la bourgeoisie internationale. Cela désoriente le mouvement ouvrier organisé. Cela entrave la riposte des travailleurs à cette offensive, ce qui est avant tout une nécessité matérielle de classe.

Le facteur idéologique et les intérêts sociaux

Il faut distinguer les effets de l'idéologie (la "nouvelle façon de penser") des pressions et des mesures politiques concrètes de Gorbatchev, qui sont carrément contre-révolutionnaires à l'égard de luttes en cours. Ces pressions et mesures sont la prolongation d'une pratique qui était déjà la règle sous Staline, Khrouchtchev et Brejnev.

Mais le poids du facteur idéologique dans le déroulement réel des conflits politiques dans les Etats ouvriers bureaucratisés reste subordonné à la confrontation d'intérêts sociaux réels. C'est elle qui sera décisive dans la période à venir.

Les travailleurs polonais peuvent être ravis de la victoire politique spectaculaire de Solidarité sur la tentative de Jaruzelski de supprimer leur organisation par le coup d'Etat militaire de fin 1981. Mais, quelle que soit l'emprise idéologique réelle (souvent exagérée à l'étranger) de l'Eglise et du nationalisme sur eux, ils agissent en masse pour la défense de leur niveau de vie, de leur emploi, et de la sécurité sociale (même misérable) qu'ils ont acquis, dès lors que n'importe quel gouvernement, y compris celui que dirige Solidarité, attaquera ces

acquis (14). En définitive, ce sont leurs intérêts et non pas de quelconques "valeurs idéologiques" qui détermineront leur comportement quotidien, même s'ils peuvent accorder un "temps de grâce" au premier gouvernement, depuis quarante trois ans, qui n'est pas dirigé par des stalinien, et qui reflète, incontestablement mieux que les gouvernements précédents, les préférences politiques des masses populaires.

Un des principaux théoriciens de l'anti-marxisme à l'échelle mondiale, le professeur polonais Leszek Kolakowski (ex-marxiste), a parfaitement compris le dilemme auquel Solidarité est confronté en fonction de cette situation : *"Le nouveau gouvernement a hérité d'une économie en faillite et du mécontentement qui en découle. Auparavant, Solidarité existait pour défendre les travailleurs. Maintenant, si le sentiment de plus en plus étendu de désespoir se transforme en émeutes — avec ou sans provocations des forces stalinien du Parti et de la police — il [Solidarité] sera dans une position ambiguë"* (The Times, 22 août 1989).

Le dilemme de Solidarité

Mais un comportement ambigu est incompatible avec la fonction que la nomenklatura et le Front monétaire international (FMI) ont assignée à la coalition Solidarité-Parti ouvrier unifié polonais : faire avaler l'austérité à la classe ouvrière, pour recevoir de nouveaux crédits impérialistes ; assurer "l'ordre" et "la stabilité" à tout prix, comme pré-condition au prétendu "redressement économique".

Jacek Kuron mérite notre respect pour les années qu'il a passées en prison en Pologne. Sans ses efforts tenaces, au début "groupusculaires", l'explosion ouvrière de 1980 ne se serait pas produite, ou du moins, pas avant longtemps. Mais le respect qu'on lui doit ne peut cacher le véritable cauchemar qui l'attend. S'il accepte de boire jusqu'à la lie le calice de "l'économie ouverte sur

le monde" (c'est-à-dire sur les règles du jeu du capitalisme international), au lieu d'être ministre du Travail dans le gouvernement Mazowiecki, il risque de devenir le ministre de la police et de la répression anti-ouvrière et anti-pluraliste. ■

L'enjeu principal

UNE ESTIMATION réaliste des forces sociales en présence en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés, de leurs rapports de forces dans la société, de la dynamique des principales contradictions socio-économiques, aboutit à une conclusion nette. L'enjeu principal des luttes politiques en cours n'est pas la restauration du capitalisme. Mais c'est soit l'avance vers la révolution politique anti-bureaucratique, soit la suppression partielle ou totale des libertés démocratiques acquises par les masses au cours de la glasnost. La lutte principale n'oppose pas des forces pro-capitalistes à des forces anti-capitalistes, mais oppose la bureaucratie aux masses laborieuses, c'est-à-dire, pour l'essentiel (sauf en Chine et au Vietnam) la classe ouvrière.

La bourgeoisie, petite et moyenne, n'est plus qu'une minorité réduite de la société dans chacun des Etats ouvriers bureaucratisés. Elle agit sans doute dans un contexte international qui la favorise. Elle jouit d'un appui, d'ailleurs fort limité, du grand capital international (15). Mais dans l'ensemble, cette convergence d'intérêts est insuffisante pour pouvoir imposer, à bref ou moyen terme, une quelconque restauration du capitalisme.

D'ailleurs, personne parmi les observateurs bourgeois sérieux ne croit à la possibilité d'une telle "restauration" par des initiatives politiques venant de forces de droite ou d'extrême droite, ni à une restauration "spontanée" du capitalisme comme simple résultat de l'élargissement des mécanismes de marché. La seule éventualité un peu plus réaliste, pour arriver à ce résultat-là, est celle qui mise directement sur l'aile "réformatrice" de la bureaucratie. Les craintes des tendances dogmatiques vont dans le même sens.

14) Voir un commentaire significatif du sénateur de Solidarité et écrivain catholique célèbre, Andrzej Szczypiorski : "Il y a chez nous une mentalité paradoxale. Les gens disent toujours qu'ils sont adversaires du communisme. C'est vrai. Mais, en même temps, ils ne désirent pas un Etat comme en Occident, un Etat avec du chômage".

15) Les impérialistes craignent surtout les effets déstabilisateurs, pour l'ensemble de l'Europe (voire pour la situation mondiale), de graves conflits politiques et sociaux en Europe de l'Est. C'est pourquoi, les dirigeants les plus représentatifs du grand capital, non seulement ouest-allemand mais aussi américain, insistent lourdement sur la thèse qu'aucun changement important ne devrait s'y produire sans l'accord du Kremlin, ou sans tenir compte des intérêts du Kremlin.



Ce ne sont pas de quelconques "capitalistes" soviétiques qui sont censés pouvoir "restaurer le capitalisme" en URSS. Ce sinistre dessein est attribué à Gorbatchev (et, en Pologne et Hongrie, à ses alliés locaux). Certains l'avaient même attribué à Deng Xiaoping, en Chine.

A la base de cette interprétation de la dynamique sociale en cours en URSS, se trouve une incompréhension de la nature de la bureaucratie en tant que couche (caste) sociale cristallisée, détenant un énorme pouvoir sur toute la société, et jouissant d'énormes privilèges matériels.

Certes, elle n'est pas une nouvelle classe dominante. Elle n'a ni la stabilité, ni les assises, ni la capacité d'auto-reproduction de sa domination à long terme, qui caractérisent les classes dominantes dans l'histoire. Mais lorsque son pouvoir est menacé, elle ne dispose pas moins d'une capacité réelle d'auto-défense, à court et à moyen terme.

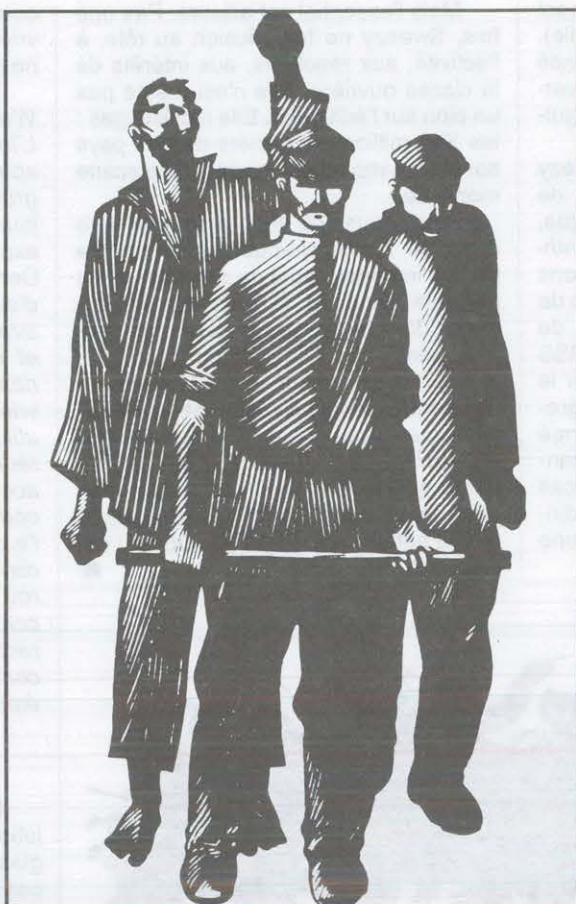
Seule une minorité restreinte aurait intérêt (et en serait capable) à se transformer en véritables entrepreneurs de grandes firmes industrielles ou financières, réellement indépendantes du point de vue économique, c'est-à-dire se transformer en propriétaires privés capables de transmettre ce statut à leurs enfants. Pour la grande majorité des bureaucrates, petits et moyens, mais aussi des membres de la nomenklatura (qu'on peut estimer à quelque 300 000 ménages en URSS), la restauration du capitalisme impliquerait une perte de pouvoir et d'avantages matériels. (16)

Reiss et Boutenko

Supposer que la bureaucratie irait dans ce sens, c'est supposer qu'elle soit prête à se suicider en tant que couche sociale cristallisée. Cela serait commettre une erreur parallèle à celle qui consiste à penser que, dans une situation de crise aiguë, elle passerait avec armes et bagages dans le camp du prolétariat.

Trotsky avait prédit qu'en situation de crise grave, une "aile Reiss" favorable à la révolution politique, et une "aile Boutenko" favorable à la restauration du capitalisme, se dégageraient de la bureaucratie bonapartiste (17). Mais Trotsky n'a jamais affirmé que l'ensemble de la bureaucratie se diviserait en une "aile Reiss" et une "aile Boutenko".

Deux tests historiques décisifs se sont produits, à ce propos en URSS. Les deux crises les plus graves que la dictature bureaucratique a connu furent celle de 1927-1933, et celle de 1941-1943. Dans les deux cas, la majorité de la bureaucratie et sa direction bonapartiste n'a ni opté pour la solution prolétarienne, ni capitulé devant la bourgeoisie. Elle s'est accrochée, par les moyens les plus désespérés et avec un coût terrible pour



les masses soviétiques, à la défense de son propre pouvoir. Elle l'a fait les deux fois avec succès.

Tous ceux qui n'ont pas compris cette possibilité — à commencer par les infortunés "capitulards" de l'Opposition de gauche, autour de Piatakov (18) — ont payé cette erreur de jugement de leur vie, après avoir commis de terribles erreurs politiques. La lutte politique et sociale en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés est, et restera pendant toute une période, une lutte triangulaire et non bipolaire.

Cette analyse vient d'ailleurs de recevoir une confirmation éclatante en République populaire de Chine. Deng Xiaoping avait incontestablement joué à l'apprenti-sorcier en poussant la "libéralisation" économique aussi loin qu'il l'a fait, beaucoup plus loin que Gorbatchev. Mais lorsqu'une grave crise économique de "surchauffe" en a résulté, avec un début de démantèlement de la planification, un déficit incontrôlable du budget

de l'Etat et une inflation galopante, sa riposte n'a pas été "la restauration du capitalisme", mais une vigoureuse reprise en main par la bureaucratie du contrôle sur l'économie. Des dizaines de milliers de bureaucrates ont été envoyés en province et dans les entreprises pour imposer de nouveau le contrôle de l'Etat sur l'économie (19). Cela a précédé le massacre de la place Tiananmen.

La bureaucratie chinoise n'a fait *hara-kiri*, ni devant les "forces spontanées du marché", ni devant les masses. Elle s'est accrochée désespérément à la défense de son pouvoir et de ses privilèges.

La question du pouvoir d'Etat

Historiquement, à très long terme, la bureaucratie n'a pas d'avenir ni de destinée propre. Mais pour une période déterminée, elle est capable de défendre sa position bonapartiste. Tel est le verdict de soixante années d'expérience historique. Elle ne disparaîtra de la scène que si elle est renversée par l'action politique délibérée d'une autre force sociale réelle, soit une classe bourgeoise, soit la classe ouvrière. Vu les rapports de force

existants aujourd'hui, du moins en URSS (20), il est beaucoup plus probable qu'elle soit éliminée par la seconde que par la première.

Nous disons bien : action politique. Car c'est le pouvoir d'Etat qui reste le facteur décisif. Aucun processus économique spontané, aucune "logique interne" des mécanismes marchands ne peut transformer la nature sociale de l'Etat, sans l'intervention active de forces politiques poursuivant des buts déterminés.

Aujourd'hui, quoi qu'en disent des journalistes impressionnistes ou des gens qui prennent leurs désirs pour des réalités, en Pologne et en Hongrie, c'est la nomenklatura bureaucratique et non "les forces pro-bourgeoises" qui contrôle l'appareil d'Etat. Elle est appuyée par le Kremlin, certes plus discrètement que jadis mais non moins réellement. Avant que le gouvernement Mazowiecki ne soit installé à Varsovie, le chef du KGB y a fait une visite remarquée, afin d'avaliser

16) Un article intéressant publié dans l'hebdomadaire indien *Economic and Political Weekly* (17 juin 1989) se réfère à un exposé du prix Nobel, Wassili Leontief, qui affirme qu'il n'y a pas d'économie de marché cohérente possible sans un marché des moyens de production et un marché de la main-d'œuvre, c'est-à-dire sans capital (autrement dit sans capitalisme, ajoutons-nous). Mais, il rapporte en même temps que dans toute l'URSS, il y a à peine 100 managers.

17) Ignace Reiss, communiste polonais membre d'un service de renseignements de l'Armée rouge, a rompu publiquement avec Staline et le Komintern, après le premier des Procès de Moscou en 1936. Il a annoncé publiquement son ralliement à la IVe Internationale, mais a été assassiné en Suisse peu de temps après.

Fedor Boutenko, diplomate soviétique, a rompu également avec Moscou... mais pour rejoindre les rangs du fascisme italien.

18) Iouri Piatakov est un des principaux dirigeants bolcheviques de la révolution d'Octobre. Membre de l'Opposi-

tion de gauche, il capitula en 1928, lors du "tournant à gauche" de la direction stalinienne. Il a été néanmoins exécuté à l'issue du second Procès de Moscou, en 1937.

19) Voir la *Neue Zürcher Zeitung* du 22-23 juillet 1989, sur la vigoureuse reprise en main de l'économie chinoise par l'appareil bureaucratique.

20) Même en Pologne, où il y a beaucoup de bavardages sur la "privatisation" de la nomenklatura, il faut voir la réalité derrière la logomachie. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du 11 septembre 1989, note sobrement qu'il faudrait 20 à 25 ans pour reprivatiser l'industrie qui est à 95 % propriété étatique. Qui peut acheter cette industrie, sinon le capital étranger ? Et pourquoi celui-ci achèterait-il des entreprises généralement subventionnées, c'est-à-dire non rentables du point de vue capitaliste ? Le *Monde* du 2 septembre dernier titre : "La nomenklatura polonaise s'arroge la meilleure part du secteur privé". Mais à y regarder de plus près, il s'agit d'un consortium agricole, et d'une escroquerie contre laquelle la population a déjà commencé à protester.

la nouvelle coalition au gouvernement (pas au pouvoir, la nuance est de taille). Le discours que Gorbatchev a prononcé à Berlin-Est, à l'occasion du 40^e anniversaire de la RDA est aussi sans ambiguïté à ce propos.

Le marxiste américain Paul Sweezy croit, quant à lui, qu'à l'exception de Cuba et de la RDA, on va, à la longue, vers une restauration du marché (*Monthly Review*, septembre 1989). Passons sur le fait, "qu'à la longue", beaucoup de choses changent, tant en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest, en URSS et dans le monde. Passons aussi sur le fait que le même Sweezy oublie allègrement que, jusqu'à hier, il avait affirmé qu'une nouvelle classe dominante non-capitaliste était au pouvoir dans tous ces pays. Voilà une "nouvelle classe dirigeante" qui se supprime elle-même : une véritable aventure de la dialectique.

Mais l'essentiel est ailleurs. Pas une fois, Sweezy ne fait allusion au rôle, à l'activité, aux réactions, aux intérêts de la classe ouvrière. Elle n'est même pas un pion sur l'échiquier. Elle n'existe pas : les 350 millions d'ouvriers de ces pays sont tout simplement rayés de la scène mondiale...

Pour nous, ce théorème doit être renversé. Aucun changement de régime dans n'importe lequel de ces pays n'est possible sans de violents conflits sociaux, dont la classe ouvrière sera l'actrice principale. Elle défendra ses intérêts. Sans sa défaite sévère au bout de ces conflits, aucune restauration du capitalisme n'est possible. Pour le moment, c'est à ces luttes qu'il faut la préparer, qu'il faut se préparer, sans considérer la défaite comme inévitable, alors que la bataille n'a même pas encore été engagée. ■



Une position indépendante, mais non abstentionniste

TOUTE L'ANALYSE qui précède débouche sur deux conclusions politiques : les marxistes révolutionnaire s'efforcent, dans toutes les circonstances, de défendre les intérêts de classe immédiats et historiques du prolétariat. Ils ne s'identifient ni avec l'aile gorbatchévienne, ni avec l'aile conservatrice de la bureaucratie. Ils constituent une tendance politique autonome, indépendante de toute fraction de la bureaucratie. Ils cherchent leurs assises dans la classe ouvrière et dans les alliés de celle-ci dans les secteurs de l'intelligentsia et de la jeunesse, qui défendent les intérêts du prolétariat. Ils voient dans la révolution politique — "la révolution par en bas" — le seul moyen de résoudre positivement les problèmes avec lesquels l'URSS, la République populaire de Chine, et les pays d'Europe orientale, sont confrontés.

Mais cette position d'indépendance de classe, anti-bureaucratique, intransigeante, n'implique d'aucune manière une attitude de "neutralité", c'est-à-dire d'abstentionnisme de fait, dans les conflits politiques et sociaux concrets qui se déroulent aujourd'hui en URSS et dans les autres Etats ouvriers, y compris ceux qui sont moins bureaucratisés,

comme le Nicaragua et Cuba. Il faut chaque fois prendre position en fonction de l'enjeu réel du conflit, et de ses implications pratiques pour la cause de la lutte d'émancipation des travailleurs. De ce point de vue, les lignes de force suivantes se dégagent, quant à l'attitude qu'ils doivent adopter dans la lutte de fraction qui déchire le "mouvement communiste international" :

1) Ils appuient à fond les mesures concrètes de la glasnost, c'est-à-dire tout élargissement des libertés démocratiques dont peuvent jouir les masses laborieuses. L'idée que la glasnost n'intéresse que l'intelligentsia et ne profite qu'à elle est un mythe inepte.

Il suffit d'examiner l'ampleur des votes pour les candidats d'opposition, lors des élections pour le Congrès des députés du peuple en URSS ; il suffit d'étudier l'ampleur, les formes d'organisation, les revendications et les conséquences des grèves massives, culminant dans la grève des mineurs soviétiques, pour s'apercevoir jusqu'à quel point les masses laborieuses utilisent la glasnost à leur propre profit.

Le développement de l'activité, de la politisation, et de l'auto-organisation de

couches croissantes de la classe ouvrière, est le résultat principal de la glasnost.

Voilà ce qui ressort d'un reportage du *Washington Post Service*, paru dans *L'International Herald Tribune* du 29 août 1989 : "Tout a changé depuis la grève — a déclaré Alexandre Kalinin, un journaliste soviétique qui a une longue expérience dans le bassin minier du Donbass — les travailleurs ont cessé d'avoir peur des chefs. C'est comme s'ils avaient soudainement jeté leurs chaînes et étaient devenus libres. (...) Maintenant que la grève est finie, les 5 700 ouvriers de la mine Gorki ont commencé à utiliser leur fibre politique. Pendant une réunion de dix heures ce mois-ci, ils ont accusé les responsables de la mine de corruption et de mauvaise gestion et, à l'issue d'un vote, le comité de grève de dix-sept personnes dirigé par M. Boldorov a été transformé en un nouveau conseil des travailleurs. Pas un seul directeur ou un seul responsable du Parti communiste ou du syndicat officiel n'a été élu..."

Encore plus de glasnost !

Les critiques que les marxistes révolutionnaires formulent à l'égard de la glasnost portent sur le fait qu'elle ne va pas assez loin ; que la censure n'est pas entièrement levée ; que la liberté d'association et de manifestation n'est pas sans restrictions, que le droit de grève est réglementé, c'est-à-dire limité ; que les élections ne sont pas tout à fait libres.

Mais les progrès par rapport aux régimes du passé sont énormes, et qualitatifs. Toute restriction des libertés démocratiques acquises serait une défaite très grave de la classe ouvrière soviétique, et un coup très dur porté au mouvement ouvrier international.

2) Toutes les mesures de la perestroïka qui sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière, qui sont rejetées par elle ou à l'égard desquelles elle est sceptique, sont combattues par les marxistes révolutionnaires.

Il s'agit notamment de toutes les mesures pouvant entraîner des réductions d'emploi ou des fermetures d'entreprises, sans réembauche garantissant le salaire antérieur et le logement ; de toute mesure d'accélération des cadences et de réorganisation de la production sans contrôle ouvrier (droit de veto ouvrier) ; de toute mesure d'augmentation du coût des produits de première nécessité, non compensée par une véritable échelle mobile des salaires sous contrôle ouvrier ; de toute suppression de la gratuité de la santé et de l'éducation et, en général, de toute réduction du poids des services sociaux dans la vie ouvrière.

3) Tout élargissement de l'inégalité sociale, tout maintien des privilèges de la nomenklatura, toute amplification des gains de la petite et moyenne bourgeoisie, au-delà d'une certaine limite, doivent être dénoncés.

4) En revanche, dans la mesure où



les travailleurs eux-mêmes expriment l'avis qu'un recours aux mécanismes marchands dans le domaine des services facilite la solution de problèmes de la vie quotidienne, les marxistes révolutionnaires accepteront cet avis. C'est aux travailleurs eux-mêmes, et non à des idéologues, de décider de questions qui concernent la vie matérielle de dizaines de millions de ménages.

5) Les marxistes révolutionnaires appuient toute lutte pour le droit des nationalités minoritaires en URSS à disposer d'elles-mêmes, en pleine souveraineté. Ils combattent en même temps le chauvinisme sous toutes ses formes. Ils rejettent en priorité le chauvinisme grand-russe, et les manifestations de chauvinisme qui conduit à des pogroms, comme cela s'est passé en Azerbaïdjan et en Ouzbékistan.

Contre les accords avec l'impérialisme

6) Les marxistes révolutionnaires sont opposés à tous les accords entre le Kremlin et l'impérialisme pour restreindre la liberté d'action des mouvements de libération dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (notamment en Afrique australe et en Palestine) qui sont confrontés avec la répression sanglante et le déni de leurs droits politiques élémentaires, dont celui d'auto-détermination. Ils sont opposés à toute intervention sur le mouvement ouvrier international, qui s'efforcerait de "modérer" celui-ci, tant en ce qui concerne les formes d'action que les objectifs à atteindre, sous prétexte de "coexistence pacifique approfondie" avec la bourgeoisie internationale.

Ils dénoncent la réduction d'aide aux mouvements révolutionnaires, et notamment de l'aide économique au Nicaragua et à Cuba.

7) Les marxistes révolutionnaires sont favorables au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ; aux initiatives de l'URSS en matière de désarmement, à l'abandon de la doctrine Brejnev de "souveraineté limitée" des pays d'Europe orientale, au rétablissement de rapports d'Etat normaux entre l'URSS, la République populaire de Chine, et la Corée du Nord ; au développement de leur coopération économique sur un pied d'égalité, c'est-à-dire sans utilisation de l'aide économique à des fins de pression politique.

8) Les marxistes révolutionnaires défendent la validité des thèses fondamentales du marxisme, la condamnation intransigeante du capitalisme et de l'impérialisme, la validité des perspectives révolutionnaires à l'échelle mondiale, la validité du projet socialiste. Ils les défendent aussi bien contre les thèses conciliatrices néo-social-démocrates, que contre les thèses conservatrices néo-staliniennes, qui ne sont que deux variantes de l'idéologie bureaucratique révisionniste. Pareille attitude concrète à l'égard des principaux problèmes soule-

vés dans la lutte de fraction au sein du prétendu "mouvement communiste international" s'oppose à toute thèse sur une prétendue "cohérence de projet unique" attribuée soit à Gorbatchev, soit aux conservateurs. La première de ces thèses implique le rejet de la glasnost parce qu'elle serait indissociablement liée à la perestroïka ; l'autre implique un appui critique à la perestroïka et surtout à l'équipe de Gorbatchev, de peur que sinon, la glasnost ne soit condamnée.

Passons sur le fait que les diverses fractions de la bureaucratie ne se distinguent par aucune "cohérence" idéologique ou théorique. Elle agit essentiellement de manière pragmatique. L'expérience chinoise a déjà confirmé que, loin de se déterminer mutuellement, "libéralisation" économique et démocratisation politique se contredisent à terme, dans la mesure où la "libéralisation" économique accentue les contradictions sociales, conduit à des affrontements explosifs, et renforce la tendance de la bureaucratie à y répondre par la répression (21).

Renverser la bureaucratie

Aucun "tournant" fondamental de la politique économique en URSS, dans le sens d'une véritable planification démocratique, d'une véritable auto-détermination des masses laborieuses, n'est possible sans renversement du pouvoir de la bureaucratie. Aucun "tournant" fondamental de la politique étrangère de l'URSS, en faveur d'un appui à la révolution internationale n'est possible sans ce même renversement.

Mais aucun renversement du pouvoir bureaucratique n'est possible si, grâce à un processus de démocratisation qui va en s'amplifiant, les masses n'acquiescent pas la capacité croissante d'auto-organisation et l'expérience politique nécessaire pour réaliser cette révolution. Voilà pourquoi la glasnost est vitale pour l'avenir du socialisme en Union soviétique.

Les travailleurs soviétiques le comprennent d'ailleurs eux-mêmes. Le président du comité de grève de Kemerovo, dans le Kouzbass, a dit : "*La perestroïka* [il vaut mieux dire la glasnost, EM] *a ébranlé le peuple, surtout la jeunesse. Au cours des dernières années, le développement de la conscience politique du peuple a fait des progrès particulièrement rapides*". Et, David Seppo ajoute : "*Deux changements importants se sont produits dans les rapports des travailleurs avec les bureaucraties politiques et économiques. D'une part, grâce à l'expérience d'une série de grèves partielles — dont certaines ont eu des*

échos favorables dans la presse — les ouvriers ont commencé à se débarrasser de la peur de la répression. D'autre part, le feu nourri de critiques que les autorités centrales ont dirigées à l'égard de l'administration économique a eu pour effet d'encourager les protestations de la part des travailleurs" (22).

Concrètement, cela veut dire que lors des luttes des travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels immédiats, il faut être prêt à les appuyer, sans égards pour l'affaiblissement de l'aile gorbatchévienne qu'elles pourraient provoquer. Toute attitude différente serait opportuniste et contre-productive.

Mais parallèlement, en cas de menaces concrètes contre la glasnost, c'est-à-dire contre les libertés démocratiques réelles dont jouissent déjà en pratique les travailleurs, il faut être prêt à faire l'unité d'action avec toutes les forces prêtes à agir (donc y compris les "gorbatchéviens") pour empêcher l'avènement d'un régime plus répressif. Tout refus d'un tel front unique correspondrait à une attitude sectaire irresponsable, du type "stalinisme de troisième période" (23). En cas de victoire temporaire des conservateurs, les responsables soviétiques d'un tel sectarisme auraient toute latitude de réfléchir sur les conséquences de leurs erreurs, dans les prisons, les Goulags, les hôpitaux psychiatriques (24), ou, dans le meilleur des cas, dans l'isolement de leur appartement.

21) Voir le livre de Catherine Samary *Le marché contre l'autogestion* (Paris La Brèche 1988) et les Cahiers d'Amsterdam sur les problèmes de la société de transition.

22) Voir l'article de David Seppo sur la grève des mineurs, dans *Inprecor*, numéro 293 du 18 septembre 1989.

23) Avant l'avènement du fascisme en Allemagne, en 1933, l'Internationale communiste stalinienne avait refusé d'appliquer le front unique avec la social-démocratie qu'elle qualifiait de "social-fasciste".

24) Selon *Les Nouvelles de Moscou* du 23 juillet 1989, l'ouvrier Alexander Kouznetsov, délégué par ses concitoyens de Kolouna (région de Moscou), était allé trouver Brejnev pour se plaindre des autorités locales. Plus tard, ayant rajouté à sa réputation de "justicier" des propos critiques visant le premier secrétaire du comité de ville lors de la réunion d'usine, il fut amené à comparaître en justice pour "diffusion de mensonges notoires calomniant le régime soviétique social et d'Etat". Il fut expédié dans un hôpital psychiatrique spécial, où il resta interné pendant deux ans, après avoir passé un an en prison.

Trois années de captivité pour critiques orales d'un secrétaire du parti... De telles méthodes ne devraient plus jamais être appliquées en URSS. Peut-on être "neutre" sur de telles questions ? Leur suppression actuelle n'est-elle pas un énorme progrès ? Cet acquis de la glasnost favorise-t-il "la démocratie bourgeoise" ?

Ce n'est pas par hasard que les manifestations de la place Tiananmen de Pékin ont commencé sous des pancartes : "Vive la glasnost". Cela ne restera pas un précédent sans lendemain.

Le débat au Soviet suprême autour des restrictions sur le droit de grève, en septembre 1989, a permis de clarifier ces choix encore plus tôt que nous ne l'avions prévu. Il y avait clairement trois positions en présence.

Les conservateurs sont opposés au droit de grève, et surtout à la pratique des grèves. Ils ne le cachent guère. Les "radicaux" sont en faveur d'un droit de grève sans limites, et d'une pratique de grèves sans répression. Les gorbatchéviens oscillent entre les deux positions, mais ont tendance à se rapprocher, de manière modérée, de la première.

Gorbatchev avait introduit une proposition de décret interdisant les grèves pendant dix-huit mois, et réglementant sévèrement l'exercice du droit de grève (qu'il était d'ailleurs prêt à légaliser pour la première fois) par l'arbitrage obligatoire.

La "révolution par en bas"

Puis, s'est produit quelque chose qu'on n'avait plus vu en URSS depuis 1919. Sous la pression du mouvement des travailleurs et de l'écho (fort limité et pour le moment contradictoire) de ce mouvement au sein du parlement, la majorité des membres du Soviet suprême a rejeté la proposition de Gorbatchev, c'est-à-dire du gouvernement et du Bureau politique du Comité central du PCUS. Elle a obligé Gorbatchev à conclure un compromis, certes inacceptable pour des défenseurs intransigeants des intérêts des travailleurs que nous sommes, mais fort éloigné de sa proposition initiale d'interdiction de toute grève pendant dix-huit mois. Et surtout, ce résultat spectaculaire du débat au Soviet suprême encouragera les travailleurs à poursuivre leurs actions revendicatives et leurs grèves, sans tenir compte d'une quelconque disposition légale.

En URSS, il y a eu des millions de grévistes en 1988 ; et deux millions dans le premier semestre de 1989. Il y en aura encore des millions dans les mois et les années à venir. Tout cela était inconcevable sous Staline, sous Khrouchtchev, sous Brejnev, sous Andropov. Cela représente un énorme pas en avant, dont il faut défendre l'acquis bec et ongles.

Il n'y a pas de progrès durable possible sur la voie du socialisme, en URSS et dans le monde, sans que ce mouvement prenne de l'ampleur, sans que l'auto-activité et l'auto-organisation des travailleurs soviétiques, chinois, d'Europe orientale, se développe jusqu'à devenir une véritable "révolution par en bas", une véritable révolution politique. La démocratisation politique est un formidable encouragement dans ce sens. ■

10 octobre 1989



PC ITALIEN

Exception ou cas typique ?

LA REACTION du Parti communiste italien (PCI) aux événements de ces derniers mois en URSS, en Pologne, en Hongrie et en Chine n'a pas été une grande surprise. Depuis longtemps, ce parti a rompu les relations qu'il a entretenues avec la direction soviétique, pendant des décennies, et ne se considère plus comme partie prenante d'un mouvement ou courant communiste international, sous quelque forme que cela soit. Il ne pouvait donc que saisir l'occasion offerte pour réaffirmer sa condamnation du "socialisme réel", son éloignement définitif des conceptions révolutionnaires, sa vision réformiste, et son adhésion à la politique internationale de la bourgeoisie italienne.

Livio MAITAN



DEUX exemples, parmi les plus significatifs, le confirment. Le secrétaire du parti, Achille Occhetto a déclaré, le 7 juin 1989, après l'écrasement du mouvement de masse à Pékin que *"le PCI fait aujourd'hui un pas en avant"* en déclarant que *"non seulement la force propulsive des modèles et des sociétés du prétendu "socialisme réel" s'est épuisée" (1), mais aussi que "le PCI est, de façon irréversible, en dehors et contre de telles expériences"*. On ne saurait reprocher au PCI de condamner les régimes bureaucratiques, mais il ne s'agit pas que de cela. Selon lui, c'est tout le projet communiste et, en dernière analyse, la révolution d'Octobre elle-même qui doivent être rejetés. On doit leur opposer le modèle d'une démocratie conçue comme "valeur universelle", au dessus des classes et des contextes historiques ; en fait, une démocratie parlementaire capitaliste qu'il faut, tout au plus, améliorer et développer.

Le deuxième exemple est encore plus clair. Dans un article publié le 21 septembre 1989, Wlodek Goldkorn, un collaborateur polonais de *l'Unità* (organe du PCI), déclare sans ambages qu'à l'avenir, l'humanité tentera de faire justement le contraire de la révolution bolchevique : *"On essayera de passer du communisme totalitaire à la démocratie de type pluraliste. (...) Le passage d'une économie centralisée au libre marché, d'un régime totalitaire à la démocratie devra se produire, non pas par la voie révolutionnaire, mais par une évolution graduelle. La tâche que se sont fixées*

les élites qui gouvernent l'Etat polonais est vraiment de dimension historique. Il s'agit de renverser tous les dogmes sur lesquels a été fondé l'action de la gauche européenne depuis cent ans".

Une longue trajectoire

Nous ne pouvons pas revenir sur toute la trajectoire du PCI depuis le début de son histoire. Mais rappelons que ce parti avait accepté, à la fin des années 20, l'hégémonie stalinienne sur le mouvement communiste international et approuvé toutes les erreurs, toutes les trahisons, et tous les crimes de la bureaucratie soviétique. Et ceci, malgré les divergences qui s'étaient manifestées, y compris au niveau de sa direction, et malgré les critiques qu'Antonio Gramsci avait formulées depuis sa prison. Ce n'est qu'à partir du rapport Khrouchtchev au XXe congrès du PC soviétique, en 1956, qu'il a commencé à prendre ses distances et à esquisser un cours partiellement indépendant (en appuyant, toutefois, l'écrasement de la révolution hongroise par l'Armée soviétique).

Deux autres dates importantes ont marqué son évolution. En 1968, le PCI a condamné l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, en Tchécoslovaquie. En 1981, après le coup d'Etat militaire du général Jaruzelski, Berlinguer a fait une déclaration retentissante sur l'épuisement de "la force propulsive", issue de la révolution d'Octobre. La direction du parti en a tiré la conclusion que dorénavant, le parti maintiendrait des rapports "avec tous les partis communistes, de même qu'avec toute autre force socia-

1) L'idée d'épuisement de la "force propulsive" de la révolution d'Octobre avait été avancée par Berlinguer, après le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne.

liste, révolutionnaire, et progressiste, sans lien particulier avec aucun".

Par la suite, le PCI a poursuivi son évolution, s'éloignant de plus en plus explicitement, non seulement de Togliatti, mais aussi de Berlinguer, héritier de l'eurocommunisme et de la "troisième voie", autrement dit, une voie différente aussi bien du modèle soviétique que du modèle social-démocrate. En fait, la prise de position du congrès de 1986 a été l'aboutissement de ce processus, où le PCI a proclamé, avec éclat, son "intégration dans la gauche européenne" (2). Sa longue marche vers la social-démocratie touchait ainsi à sa fin. Malgré le tapage autour du "cours nouveau", son dernier congrès n'a enregistré que des réajustements beaucoup plus tactiques que stratégiques, et l'introduction de formules idéologiques de tonalité plus ouvertement libéral-socialiste (3).

Aujourd'hui, la question est de savoir si la transformation du PCI représente ou non un cas exceptionnel. Ses dirigeants se plaisent à mettre en épingle leur originalité et leurs mérites, et ne cachent pas leur satisfaction d'être considérés comme un "modèle" par toute une série d'autres partis communistes. Certes, on ne peut ignorer ou sous-estimer les facteurs spécifiques qui ont influencé l'évolution du PCI, durant des décennies, mais si on se limite à cela, on risque de ne pas saisir l'essentiel.

Une contradiction intrinsèque

L'essentiel est que les partis communistes "stalinisés" étaient marqués, depuis les années 30, par une contradiction intrinsèque. Ils étaient fondamentalement déterminés par les intérêts et les orientations changeantes de la bureaucratie soviétique. Il ne faut pas oublier que ce lien a représenté, pendant toute une période, un élément essentiel de leur force. Mais en même temps, cette subordination allait à l'encontre de leur besoin de s'enraciner plus profondément dans leur mouvement ouvrier national, de répondre à ses nécessités et à ses aspirations, de suivre ses rythmes de maturation politique, théorique et organisationnelle. En 1938, Trotsky avait déjà évoqué ce problème et esquissé la perspective qui, plus tard, s'est avérée correcte : à savoir, que la crise de l'Internationale communiste "stalinisée" éclaterait avant la crise du système bureaucratique de l'intérieur de l'URSS (4).

L'histoire du PCI ne peut être interprétée correctement qu'en partant de cette contradiction. Pendant la période allant de 1944 à 1948, celle-ci n'avait pas éclaté, dans la mesure où il y avait



une assez large convergence entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux de la bureaucratie du PCI. En 1943, Staline avait dissous l'Internationale communiste dans le cadre de son accord avec les puissances impérialistes. Pour les partis communistes, notamment en Europe occidentale, il prônait une politique d'unité nationale et d'intégration dans les démocraties bourgeoises d'après-guerre. La direction du PCI, qui avait déjà renoncé à toute perspective révolutionnaire, après le tournant du milieu des années 30, ac-

ceptait sans difficulté cette approche, et misait résolument sur une perspective d'enracinement et de développement de son parti dans la société bourgeoise post-fasciste.

La guerre froide

Les difficultés ont commencé avec le tournant de la situation mondiale aboutissant à la guerre froide, à la formation du Kominform (5), nouvelle structure internationale partielle et éphémère, et avec la stalinisation des "démocraties populaires". En fait, au fur et à mesure que le PCI renforçait ses racines nationales, acquérait une force propre, et s'adaptait aux mécanismes sociopolitiques de la société bourgeoise italienne, ses intérêts entraient davantage en contradiction avec ceux de la bureaucratie du Kremlin, le poussant à agir d'une façon plus ou moins autonome.

Toutefois, après la fin de la guerre, il a maintenu son allégeance à l'égard du Kremlin pendant une décennie, malgré ce que cela lui coûtait, notamment sur le terrain électoral, désormais prioritaire (6). Le PCI n'a donc commencé à s'éloigner tout à fait des orientations de la bureaucratie soviétique qu'à partir de 1956. Par là, il cherchait à surmonter la contradiction intrinsèque qui l'avait marqué auparavant. Sa direction avait pris conscience que toute tentative de résoudre cette contradiction sans renoncer aux conceptions et aux pratiques de l'époque stalinienne aurait eu des conséquences désastreuses pour ses propres projets.

Certes, cette contradiction n'était pas spécifiquement "italienne", et la dynamique qui poussait à la surmonter par l'option d'une voie "nationale" ne l'était pas plus. Dans ce sens, l'évolution du PCI, loin d'être exceptionnelle ou spécifique, était typique et correspondait à une tendance générale fondamentale. Le paradoxe apparent est que ce sont justement des spécificités incontestables qui ont permis à cette tendance générale de s'exprimer de la façon la plus "pure" et la plus conséquente, dans le cas du PCI.

En ce qui concerne, l'attitude du PCI

face à la perestroïka et à la glasnost, il serait erroné de voir une quelconque contradiction entre son soutien à la glasnost, sur lequel nous pouvons être dans une très large mesure d'accord, et son soutien à la perestroïka qu'en revanche, nous ne saurions partager. En fait, il y a chez les dirigeants du PCI une cohérence incontestable. Ils ne saluent pas la glasnost parce qu'elle crée un terrain plus favorable à la lutte pour la démocratie socialiste telle que nous la concevons, mais parce qu'elle représente à leurs yeux une confirmation de leur théorie sur la "valeur universelle" de la démocratie et, pour ainsi dire, une réhabilitation de la démocratie bourgeoise classique (avec l'abandon qui en découle, de la critique marxiste de cette démocratie). Selon eux, elle légitime leur position sur l'économie de marché qui, à défaut d'être une "valeur", serait au moins une nécessité universelle.

Finalement, les conceptions esquissées par l'aile gorbatchévienne de la bureaucratie soviétique sont chaleureusement partagées par le PCI, parce qu'elles lui semblent confirmer sa conception réformiste. Selon le PCI, cette conception doit être valable partout, c'est-à-dire non seulement dans les pays capitalistes industrialisés, mais aussi dans les pays sous-développés, et dans les sociétés de transition bureaucratiques. Dans le cas de ces dernières, en particulier, les dirigeants du PCI misent sur une auto-réforme de la bureaucratie qui se traduit, aujourd'hui, par leur soutien à Gorbatchev et par une attitude favorable face au "compromis historique" polonais.

Dans le cadre de leur orientation, il est probable que les dirigeants du PCI entreprennent des actions convergentes avec les marxistes-révolutionnaires, comme lors des manifestations contre la répression en Chine. Mais les conceptions et les orientations de ce parti ne contribuent nullement à une recomposition positive du mouvement ouvrier, dans un sens anti-bureaucratique et révolutionnaire. Tout au contraire, elles vont à l'encontre de la clarification politique et théorique fondamentale qui s'impose plus que jamais.

9 octobre 1989

2) Le PCI considère désormais les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale comme ses principaux interlocuteurs. Sa fédération de jeunesse a intégré (avec un statut particulier) l'Internationale des Jeunes Socialistes, et il a envoyé des observateurs au dernier congrès de l'Internationale socialiste. Par ailleurs, il ne fait plus partie de la rédaction de la *Nouvelle revue internationale*, qui est conçue comme une sorte de lien résiduel entre une série de partis communistes.

3) Voir *Inprecor* numéro 211 du 20 janvier 1986 ; numéro 219 du 12 mai 1986 ; et numéro 286 du 17 avril 1989.

4) Trotsky, *Œuvres* Tome 19, "Après Munich".

5) Le Kominform a été créé le 5 octobre 1947, pour assurer l'unité d'action des partis communistes sous le contrôle de l'URSS : y participaient neuf partis communistes, c'est-à-dire le PCUS, les partis des pays d'Europe orientale, le PCI et le PC français.

6) Le soutien du PCI au coup de force d'avril 1948, en Tchécoslovaquie — prélude à l'instauration d'une dictature bureaucratique stalinienne — a incontestablement contribué à la défaite électorale du Front démocratique populaire, ce qui a eu des conséquences durables.

EN BREF...



AFRIQUE DU SUD

Libérez MANDELA !

EN DECIDANT de libérer huit dirigeants noirs sud-africains, emprisonnés depuis les années 60, le gouvernement De Klerk fait un pas supplémentaire dans sa recherche d'une issue négociée à la crise de l'apartheid.

Des huit libérations, celle de Walter Sisulu apparaît comme la plus significative. Le vieux dirigeants du Congrès national africain (ANC), condamné à la réclusion à vie, en juin 1964, est considéré comme le prisonnier noir le plus populaire, après Nelson Mandela. En prenant donc la décision de sa remise en liberté, le gouvernement sud-africain indique que la prochaine étape sera celle de la libération de Mandela, s'il s'avère que des négociations avec l'ANC sont désormais jouables pour le régime.

Il est tout aussi significatif, d'ailleurs, que De Klerk ait longuement conversé, le 11 octobre dernier, avec le leader religieux Desmond Tutu. Enfin, la grande conférence anti-apartheid, réunissant tous les mouvements de manière unitaire, initialement prévue pour le 7 octobre, a été repoussée en décembre, dans l'espoir que Mandela, libéré, puisse y participer.

On s'achemine donc vers une modification radicale du panorama politique sud-africain. Les mobilisations de masse vont maintenant se dérouler dans un contexte nouveau, impliquant non seulement un changement de tactique mais aussi, un vaste débat stratégique. ■

NICARAGUA

100 000 francs pour le FSLN

LA LIGUE communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale) a décidé d'organiser une campagne pour récolter 100 000 francs qui seront remis au Front sandiniste de libération nationale (FSLN), pour l'aider à financer sa campagne électorale.

En effet, le 25 février prochain, se dérouleront au Nicaragua les élections présidentielle, législatives, et municipales,

ainsi que l'élection des représentants du gouvernement autonome de la Côte atlantique (zone où vivent les indiens Miskitos, Sumos et Ramas, de même que des populations créoles). Huit partis ont présenté des listes pour l'élection présidentielle.

Le principal adversaire du FSLN sera, bien sûr, l'Union nationale de l'opposition (UNO), ramassés hétéroclites des forces les plus conservatrices qui ont réussi, après de longues tractations et marchandages, à se mettre d'accord sur la candidature de Violeta Chamorro qui avait été membre du premier gouvernement issu de la révolution, en 1979, sous l'hégémonie du FSLN, mais avec la participation de ministres bourgeois. Directrice du quotidien d'opposition *La Prensa* et veuve du bourgeois "démocrate" Pedro Chamorro (grand patron de presse assassiné sur l'ordre du dictateur Somoza), elle joue à être la Cory Aquino ou la Benazir Bhutto du Nicaragua et se pose en martyre des "dictateurs sandinistes". D'ailleurs, le peuple nicaraguayen lit si bien dans son jeu, qu'on a récemment vu fleurir, sur les murs de Managua, l'ironique slogan : "¡Violeta Aquino !" (Violeta, ici non !).

Aujourd'hui, la direction sandiniste est confrontée à une crise économique dramatique : on ne résiste pas impunément pendant sept ans à l'agression yankee... Le Nicaragua sandiniste a vaincu sans conteste la Contra mercenaire financée par Reagan, mais le pays est exangue. L'aide internationale (tant de l'Europe de l'Ouest que des pays dits "socialistes") est plus qu'insuffisante pour les nécessités de l'heure.

Or, l'organisation des deuxième élections démocratiques dans l'histoire de ce pays (les premières, en novembre 1984, confirmèrent la prééminence du FSLN qui obtint les deux tiers des voix) va coûter extrêmement cher. Alors que l'UNO reçoit ouvertement des millions de dollars des Etats-Unis (qui, après avoir misé sur un renversement des sandinistes par la force, joue aujourd'hui la carte de la "légalité démocratique") et va bientôt entamer une tournée en Europe, afin de convaincre ses gouvernements de l'aider encore plus à "rétablir la démocratie" au Nicaragua.

Le FSLN lui, dispose certes de l'énorme potentiel de mobilisation de ses militants et des membres des organisations de masse, mais l'argent fait dé-

faut. Pourtant, l'argent est également le nerf de cette nouvelle "guerre" contre la réaction, qui promet monts et merveilles à une population légitimement lasse de la crise économique.

Le FSLN a besoin de l'appui de toutes les forces anti-impérialistes et révolutionnaires de par le monde. C'est pour cela que, lors de son passage à Paris en juin dernier, le commandant Omar Cabezas, dirigeant sandiniste, a officiellement demandé à la LCR une aide dans son combat contre l'UNO.

La LCR a décidé de répondre positivement à cette demande et s'est engagée à envoyer 100 000 francs au FSLN pour financer sa campagne électorale. Elle appelle ses militants et sympathisants à contribuer au succès de cette campagne. Les chèques doivent être envoyés à : **LCR (mention pour Stéphane), 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil.** ■

LES NOTRES

Encarna Albarran

LE 25 AOÛT dernier, notre camarade Encarna Albarran, militante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol), maquettiste de *Combate* (journal de la LCR) et d'*Inprecor en castillan*, est décédée à l'âge de 27 ans, emportée par une leucémie foudroyante.

Dans le numéro de rentrée de *Combate*, nos camarades de la LCR lui ont consacré une page pleine d'émotion. Nous en publions quelques extraits.

"Elle était forte et tendre comme la mer et la plage. Chez elle, la joie était aussi innée que la respiration. Elle aimait qu'on l'aime et elle aimait aimer, aimer tout ce qui passait à sa portée, son compagnon José, bien sûr, mais aussi ses collègues et son ordinateur. Et son journal.

Toute cette force, cette tendresse, cette joie, ces envies d'aimer ont coulé comme de l'eau fraîche sur *Combate*, du jour où elle a commencé le maquetter, et durant ces quatre années inoubliables.

Nous l'avons découverte comme, si souvent, les hommes apprécient la valeur des femmes : appelant "découverte", ce qui n'est rien de plus qu'une manifestation d'ignorance et d'incapacité à établir une relation d'égalité vraiment humaine avec elles. Elle travaillait ici, juste à côté de la rédaction, faisant les envois de *Combate*. Une fille sympathique que nous saluons depuis notre olympus de dirigeants et à qui nous faisons une blague de temps en temps.

En feuilletant, aujourd'hui, les pages des *Combate* de ces quatre ans, il est impressionnant de voir comment elle a appris, comment elle s'est améliorée de jour en jour. Non d'une manière très

jour en jour. Non d'une manière très spectaculaire, mais plutôt avec une espèce de perfection dans la simplicité. L'impression principale qui vous domine, après avoir feuilleté tant de pages, est un sourire, et ce, malgré toute la douleur qui vous étreint.

Il nous sera très difficile de nous habituer à vivre sans elle. Elle va nous manquer bien davantage dans notre vie que dans notre travail. Nous ressentirons l'absence de quelque chose d'indéfinissable qui irradiait, quelque chose qui nous traversait quand elle était auprès de nous et qui faisait que nous nous sentions bien. A cause de cela peut-être, je crois qu'après sa mort, est apparu entre les gens qui la connaissait, non seulement un sentiment de solidarité, mais une espèce d'amitié supplémentaire. Cela doit être un cadeau qu'elle nous a laissé, elle qui prenait tant de plaisir à faire et à recevoir des cadeaux.

Je suis convaincu que le souvenir d'Encarna restera chez ceux qui ont eu la chance de la connaître. Parce que quand la douleur se sera éloignée, quand sa chaise vide ne nous donnera plus un choc, quand nous n'aurons plus un frisson en voyant dans la rue une fille qui lui ressemble vaguement, ou en découvrant dans un tiroir l'un de ces croquis, etc. Quand ce jour arrivera, nous rechercherons souvent le souvenir d'Encarna. En espérant qu'avec lui nous revienne un souffle de toute cette vie, de toute cette joie qui nous ont été ôtées en même temps qu'elle."

Miguel Romero (BP de la LCR)

"Nous nous rappelons ce jour, il y a neuf ans, où elle était assise à côté de Flora, derrière un stand de solidarité avec l'Amérique latine à la fête du PCE, avec ce sourire qui illuminait tout, et avec cette force et cette conviction dans les yeux qui nous annonçaient que, peu de mois plus tard, elle viendrait partager ses idées avec les nôtres dans les JCR et dans la Ligue. (...)

Et nous nous rappelons, durant des minutes et des heures interminables, que son sourire et sa conviction révolutionnaire ont été, pendant ces neuf années, présents dans toutes les mobilisations et mouvements de Madrid et de Carabanchel [ville proche de Madrid où habitait Encarna, ndlr].

Mille fois, son grand manteau rouge a fait son apparition dans les réunions du Comité anti-OTAN, dans les manifestations féministes, pacifistes, étudiantes, ouvrières, internationalistes, etc. Mille fois, avec ces sachets de fruits secs dont elle inondait les réunions de notre cellule... Ce manteau, ce regard plein de vie et ce boulot révolutionnaire quotidien ont été présents à tout moment, que cela soit lors de la grève générale du 14 décembre ou lors de la constitution du collectif "Sans casernes"...

Hasta la victoria, Encarna. Toujours, nous nous rappellerons de toi."

Sa cellule



L'ampleur de l'inégalité sociale

LA PRAVDA du 8 juin 1989 a publié le discours que le Premier ministre, Nicolas Rykov, avait prononcé la veille, devant le Congrès des députés du peuple. Trois chiffres frappent dans ce rapport :

— selon les estimations (trop restrictives) du Premier ministre, il y a 40 millions de pauvres, en URSS ;

— le déficit budgétaire est évalué à 180 milliards de roubles (plus de 200 milliards de dollars au taux de change officiel) ;

— 9 000 entreprises pourraient faire faillite d'ici l'année 1990, lorsque le système d'auto-financement aura été généralisé.

Par ailleurs, la revue *Eko* (revue de la section sibérienne de l'Académie des sciences d'URSS) publie, dans son numéro 9 de l'année 1988, les résultats d'une enquête sociologique effectuée dans la ville de Taganrog, qui confirme l'étendue de l'inégalité sociale en URSS.

L'enquête signale que, pour l'ensemble des consommateurs, les besoins en vêtements et chaussures n'étaient pas couverts à 28,3 %, ceux d'appareils électro-ménagers à 14,7 % et, ceux de "biens d'information et biens culturels" à 9,5 %. Mais, elle ajoute que les "gagnepetits" doivent payer les produits de base bien plus chers que les gros bonnets qui jouissent de toutes sortes de privilèges. Ils payaient, par exemple, la viande 50 % plus cher !

Alors que la loi fixe le niveau des retraites à 53 % du salaire, ce niveau était tombé à 42 %, pendant les années 80. Un quart des ménages de la ville avait un logement jouissant d'un réel confort. Près de la moitié des ménages avaient un logement sans eau courante ou sans WC, ou dépourvu de deux à la fois.

Des "groupes illégaux" en Tchécoslovaquie...

LE PRESIDUM du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a approuvé, lors de sa réunion du 27 janvier 1989, un document qui analyse l'activité des "groupes illégaux" lors des événements à Prague, du 15 au 20 janvier 1989. Ce Document interne qui

devait être discuté par les organisations de base du PCT, au printemps 1989, apparaît, en fait, comme une mise en garde adressée à l'ensemble du Parti contre les activités croissantes de ces groupes et tend à justifier la répression dont ils sont victimes.

Selon la direction, "l'activité des forces dont l'origine, les objectifs et l'orientation politique se situent en dehors de la sphère délimitée par le pluralisme socialiste" a connu "d'importants changements dans la structure et l'orientation, à la fin de l'année 1987 et pendant l'année 1988". Outre le fait, qu'elle reconnaît que depuis deux ans, le nombre de ces groupes a augmenté et "représente aujourd'hui un total de vingt formations", elle estime que "celles-ci comptent environ 500 militants importants [qui] peuvent compter sur l'appui de près de 5 000 sympathisants" et dénonce les "responsables les plus actifs qui ont pour base la Charte 77". C'est, d'ailleurs sous leurs impulsion que "les structures illégales sont entrées dans une nouvelle phase, caractérisée par une confrontation ouverte avec le système politique et un effort accentué pour que soit reconnue la fonction d'une opposition politique légale".

Après cette analyse historique, s'en suit une étude de ceux qui les composent : "Dans ces actions, le nombre des éléments criminels, asociaux augmente. Un autre groupe est formé de jeunes gens désorientés (...) qui ne sont pas politiquement mûrs et que l'on peut aisément manipuler". Passons sur "les citoyens indifférents, plus âgés" dont "l'activisme" ne repose que sur "l'aspect sensationnel [d'une] confrontation avec le pouvoir de l'Etat (...), pour elle, "les plus dangereux sont les provocateurs aux orientations antisocialistes qui (...) trouvent une bonne occasion de manifester activement et publiquement contre le socialisme".

Le document s'inquiète aussi de "l'influence des mesures de légalisation du mouvement d'opposition en Pologne et en Hongrie, sur les récents événements provocateurs". Il souligne que la relative clémence à l'égard de ces activités n'a fait que "mener au discrédit de la légalité". Il invite donc le Parti à réagir et considère que "les sanctions consécutives aux activités dirigées contre les intérêts de l'Etat et de la société socialiste" sont inéluctables. A bon entendre...

La révolte des exclus

CES DERNIERS mois, impuissants et paralysés par la terreur malgré leur impassibilité apparente, les dirigeants est-allemands ont assisté à la fuite, vers l'Allemagne de l'Ouest, de plus de 50 000 jeunes nés dans cette "République des ouvriers et des paysans". Par ailleurs, pour la première fois depuis la grève générale de 1953, malgré les menaces, des dizaines de milliers de personnes ont osé défier les autorités et manifester, en chantant l'*Internationale*, à Berlin-Est, à Dresde et à Leipzig. Le Parti communiste est-allemand (Parti socialiste unifié, SED), farouchement opposé à toute glasnost jusqu'à maintenant, semble accuser le coup et parle pour la première fois, de la "nécessité de réformes"...

Hans JÜRGEN-SCHULTZ



DES MANIFESTATIONS spontanées ont eu lieu dès que la police s'est retirée dans les casernes. Elles ont été violemment dispersées, et plus d'un millier de participants ont été arrêtés. Le jour suivant, 10 000 personnes étaient de nouveau dans la rue à Berlin et à Dresde, tandis qu'à Leipzig, ils étaient 70 000. Dans une dizaine de villes, au moins 120 000 personnes, peut-être même 150 000, ont pris part aux manifestations. Ces événements ont créé une situation nouvelle en République démocratique allemande (RDA).

Jusqu'à maintenant, les dirigeants avaient rejeté dédaigneusement toute réforme. Abordant la question des réformes en URSS, Kurt Hager, membre du Bureau politique du SED avait expliqué que ce n'est pas parce que le voisin change les tapis dans sa maison qu'on est obligé de faire la même chose chez soi. A son avis, en RDA, les réformes auraient été développées depuis des années et, par conséquent, elles seraient maintenant superflues.

Effectivement, la RDA peut se vanter d'avoir le niveau de vie le plus élevé parmi les Etats du "socialisme réellement existant". Lors des dernières années, le produit national brut a augmenté, selon les statistiques officielles, de 4,4 %. La situation économique n'est donc pas directement à l'origine de l'état de malaise actuel.

Cependant, chaque Est-allemand compare son niveau de vie avec celui de son voisin en RFA qui a connu, après la Deuxième Guerre mondiale, les conditions de développement les plus favorables. Cette disparité aurait dû être dé-

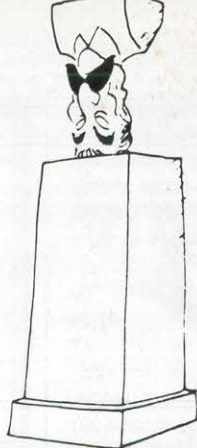
passée depuis longtemps, mais la bureaucratie a étouffé l'épanouissement des forces productives. En RDA, la productivité atteint à peine 60% du niveau ouest-allemand, et c'est seulement dans la dernière période qu'elle a connu une certaine augmentation.

Un "socialisme" peu attrayant

Un tel "socialisme" ne peut pas être attractif. Des acquis sociaux importants, comme l'accès aux biens de consommation élémentaires, aux logements et aux transports à des prix économiques, ainsi que la garantie du travail, ne modifient pas cette situation. Ce qui est décisif, c'est l'absence de liberté. Les masses ne peuvent influencer ni les choix économiques ni la vie publique. Ceux qui s'adaptent à une vie conformiste peuvent faire une brillante carrière, ceux qui s'opposent sont déplacés et exclus, sans avoir la moindre possibilité de retrouver un travail.

Cette répression imprègne chaque aspect de la vie sociale, afin d'imposer par la force une adaptation des gens aux rapports sociaux dominants et d'étouffer ainsi toute possibilité d'opposition. Les "inadaptés" ne peuvent pas échapper au poids de la domination étatique. Dans les années 70, ils étaient condamnés à dix ans de prison. Plus récemment la peine a été réduite à trois ans. Au bout de quelques temps, la plupart de ceux qui ne peuvent pas être intégrés dans cette forme de "socialisme" sont expulsés vers l'Allemagne de l'Ouest (quelques milliers de personnes par an).

C'était un moyen qui permettait de désamorcer les tensions sociales. Dans ce contexte, aucune opposition organisée ne put être créée jusqu'à la fin des années 70. Les choses commencèrent à changer grâce à l'influence des mouve-



ments politiques à l'Ouest. Ainsi, purent se constituer des groupes faisant référence aux mouvements pacifistes ou écologistes, et étant capables de mobiliser jusqu'à 5 000 personnes dans des rencontres de travail. Ils furent certainement affaiblis par la répression, les expulsions ou les sorties du pays, mais ils se sont

maintenus et ont connu une forte radicalisation politique. Toutefois, jusqu'à la semaine dernière, ils demeuraient totalement isolés.

Seuls les idiots ont pu croire que la réalité actuelle serait éternellement immuable. Les réformes en Union soviétique, en Pologne et en Hongrie ont suscité l'espoir que le groupe dirigeant est-allemand puisse suivre le même exemple. Dans un premier temps, le désespoir provoqué par son immobilisme s'est traduit par une volonté de fuite massive (un mouvement concernant 1,5 million de personnes, presque un dixième de la population). Mais, en même temps, la contestation s'amplifiait.

L'opposition se structure

Les plus jeunes descendent dans les rues pour manifester. Leur exemple prouve qu'il est possible de résister : ils se sont mobilisés d'abord par centaines et ensuite par milliers. Les rassemblements de petits groupes ont, par la suite, engendré les manifestations de masse de ces derniers jours.

Quant aux groupes d'opposition, ils se sont stabilisés et, depuis la fin de septembre, ils se sont réunis au niveau national : "Neue Forum" (Nouveau Forum), qui peut rassembler 20 000 membres en dépit de son interdiction officielle ; "Demokratischer Aufbruch" (Rupture démocratique), le Groupe des socialistes démocratiques (environ 500 membres) ; et les sociaux-démocrates (une cinquantaine de militants).

Confrontés à ce mouvement, les autorités ont réagi soudainement avec une certaine souplesse. Ils ont fait de vagues promesses. Certaines réformes ont été concédées afin de désamorcer l'éclosion d'une crise encore plus violente, en facilitant notamment, les possibilités d'émigration pour ceux qu'ils le souhaiteraient.

La direction du SED essaye de gagner du temps et d'imposer une pause. Il est encore trop tôt pour savoir si la bureaucratie est-allemande est réellement décidée à aller dans le sens des réformes réclamées par la population toute entière. Pour la première fois, en RDA, une nouvelle génération a trouvé le courage de lancer un défi à la bureaucratie, il est important d'organiser dès maintenant la solidarité internationale. ■

12 octobre 1989